

Recrutement dans les secteurs public et privé

Pas d'embauche sans un test antidrogue P5



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION Mardi 3 Février 2026 / N° 1262 / PRIX 20 DA



CAN féminine 2026
Le Maroc fait
faux bond P12

EN DÉPLACEMENT À ORAN

Sifi Ghrieb supervise l'arrivée des premières cargaisons de minerais de fer de Gara Djebilet



Sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, Sifi Ghrieb, est arrivé hier à Oran pour superviser l'arrivée des premières cargaisons de minerais de fer de Gara Djebilet. P3

Algérie-France
Ségolène Royal appelle Macron à un geste de réconciliation, critique Nunez P16



Soutien de l'Etat aux personnes aux besoins spécifiques
Baisse drastique des tarifs dans les transports publics P4

Opération antiterroriste à Ain Defla RÉCUPÉRATION D'UN IMPORTANT ARSENAL

L'ANP poursuit, sans relâche, sa traque des terroristes comme l'illustre la dernière opération en date à Aïn Defla. P4



LE PRÉSIDENT ABDELMADJID TEBBOUNE :

« Aujourd'hui, nous célébrons une victoire »

Dimanche 1er février 2026 est un jour historique, une date phare pour les Algériens : l'inauguration par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de deux projets majeurs, la ligne ferroviaire de transport de voyageurs, de marchandises et de minerai de fer Tindouf-Béchar, et la mine de Gara Djebilet, confère à ces réalisations économiques une dimension particulière.

PAR MAHDI B.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, dimanche, à Béchar, que le message des valeureux martyrs constitue un héritage qui permet de remporter la bataille du développement, soulignant que la concrétisation de la ligne ferroviaire minière Gara Djebilet-Tindouf-Béchar représente l'une des étapes d'une réalisation nationale stratégique et historique. « Nous assistons, aujourd'hui, à une des étapes de la concrétisation d'une réalisation nationale stratégique et historique, longtemps évoquée comme un rêve lointain », a indiqué dans son discours inaugural le président de la République, qui a précisé : mais que « nous avons réussi à concrétiser, en nous inspirant du nationalisme mobilisateur qui a galvanisé les consciences de nos aïeux et leur a donné la force d'affronter le colonialisme odieux ». L'allocution du président de la République, au milieu d'une ambiance festive à la gare de Béchar, avec la présence de membres du gouvernement, et du général d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'État-Major de l'ANP, a recontextualisé la portée autant économique que sociale et politique de ces deux réalisations, qui feront date dans l'histoire du pays. La mine de Gara Djebilet, découverte dans les années 1950 et longtemps laissée en veilleuse faute de financements, car nécessitant une lourde infrastructure, dont le transport du minerai, et un apport important en eau, est aujourd'hui là, et symbolise les efforts de l'État algérien pour rendre concret un rêve industriel majeur : l'exploitation de près de 1,7 milliard de tonnes de cette mine gigantesque dont les réserves prouvées la placent comme la deuxième plus grande et importante mine au monde, avec 3,5 milliards de tonnes de minerai de fer. Le minerai de fer de Gara Djebilet présente une teneur élevée de 58,67%. Selon des experts, l'exploitation de ce gisement pourrait permettre d'économiser deux milliards de dollars en intrants, d'exporter et de favoriser l'intégration de l'économie algérienne. Concrètement, l'exploitation de la mine de Gara Djebilet permettra une rapide intégration et un développe-

ment régional équilibré avec l'offre de 25.000 emplois directs et de 125.000 emplois indirects. En parallèle, l'entrée en production, dans quelques années, du complexe de production de boulettes de minerai de fer de Toumiat, près de Béchar, devant être alimenté par la mine de Tindouf, va tout simplement révolutionner la production sidérurgique nationale avec trois mines pourvoyeuses de minerai de fer brut de très bonne qualité : celles de Boukhadra et Ouenza de Tébessa, qui produisent conjointement deux millions de tonnes/an, et Gara Djebilet de Tindouf. Les produits algériens seront directement exploitables pour l'exportation, avec d'excellentes teneurs en fer, ce qui va changer la donne sur le marché mondial du fer, et les géants mondiaux comme l'indien Arcelor Mittal et l'américain US Steel auront un concurrent africain de taille sur ce marché très porteur. Pour montrer la solennité du moment, le Président Tebboune, dans son allocution d'inauguration de ces projets structurants, a notamment affirmé : « Quel immense défi ! Nos valeureux martyrs nous ont ainsi montré que les grandes actions sont à la mesure des grandes âmes », soutenant que le message éternel des martyrs constitue « un héritage qui permet de remporter la bataille du développement ».

Ligne Tindouf-Béchar, la cerise sur le gâteau

En plus de la mine de Gara Djebilet, l'Algérie vient également de remporter une bataille stratégique sur le front du développement des territoires en mettant en service le premier train de voyageurs, de marchandises et de minerai à grande vitesse Béchar-Tindouf à travers l'inauguration d'une formidable ligne ferroviaire sur 950 km en plein désert, une prouesse technologique majeure. « Aujourd'hui, nous célébrons symboliquement une victoire, celle de la réalisation de cette ligne ferroviaire d'envergure dans un délai record de vingt (20) mois », a poursuivi le président de la République, faisant observer qu'une telle durée « suffit à peine à la construction d'un lycée, qui parfois nécessite trois ans ». Dans une allocution prononcée lors de l'inauguration de ce mégaprojet stratégique, le président de la République a af-

firmé que l'inauguration de la ligne ferroviaire minière ouest constitue « la première étape d'un projet national structurant qui transformera à court terme, si Dieu le veut, cette région de notre Grand Sud, et contribuera à la concrétisation des objectifs de nos orientations économiques nationales vers l'exploitation des multiples richesses de Gara Djebilet, le lancement de la mine de zinc-plomb d'Oued Amizour à Béjaïa et la réalisation de la ligne ferroviaire de la mine de Bled El Hadba et du quai minier d'Annaba ». « Les réalisations accomplies dans le cadre de ce projet d'envergure, notamment les ponts s'étendant sur 20 km et l'aménagement de la voie ferrée, pourraient figurer dans le Guinness des records », car il s'agit d'un véritable exploit accompli par des hommes qui ont cru en leur patrie et se sont sacrifiés pour elle, et auxquels nous exprimons notre reconnaissance, ainsi qu'à toutes les Algériennes et à tous les Algériens, dont nous sommes fiers », a poursuivi le président de la République. La ligne minière ferroviaire occidentale Gara Djebilet-Tindouf-Béchar, s'étendant sur une distance de 950 km et mise en service officiellement dimanche par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, est parmi les plus grands projets structurants réalisés en Algérie et en Afrique, au regard de son envergure, de ses capacités opérationnelles ainsi que de l'ampleur des moyens humains et techniques mobilisés pour sa réalisation dans des délais records. Elle permet ainsi le transport du minerai de fer du gisement de Gara Djebilet (Tindouf), en plus du transport des voyageurs et des marchandises, à des vitesses pouvant atteindre 160 km/h pour les passagers et 80 km/h pour les marchandises et les produits miniers, avec une capacité quotidienne estimée à 24 trains pour les matières minières, deux trains pour les voyageurs et deux trains pour les marchandises. Plus de 11.000 travailleurs ont été mobilisés pour la réalisation de ce projet, en plus de 4.106 engins spécialisés et camions, outre la



création de 42 bases de vie et 38 ateliers de préfabrication, et l'exploitation de 471 carrières et sablières pour la fourniture des différents matériaux nécessaires à l'exécution des travaux. Pour la première fois en Algérie aussi, la technique du train de pose de voie ferrée a été utilisée, avec une capacité de réalisation de 6 kilomètres par jour, ce qui a permis d'accélérer le rythme des travaux et d'atteindre des records dans la pose de la voie. Et les données techniques du projet sont étourdissantes : plus d'un million de traverses en béton produites à un rythme quotidien de 6 000 unités à travers les différentes usines, avec un pic de production ayant atteint 4 700 unités par jour à l'usine de Hassi Khebbi (Tindouf), illustrant le développement des capacités industrielles mobilisées pour la réalisation du projet. Au niveau des ouvrages d'art, le projet a englobé la réalisation de 45 grands ponts ferroviaires d'une longueur totale de 20,04 km, dont le pont de l'Oued Daoura, considéré comme l'ouvrage le plus important en Afrique construit dans le désert, avec une longueur de 4,11 km, en plus de 50 passages inférieurs et supérieurs routiers, ainsi que la réalisation de sept gares principales à Abadla, Hamaguir, Tabelbala, Hassi Khebbi, Oum El Assel, Tindouf et Gara Djebilet, outre 28 gares de croisement. En clair, le projet de la ligne ferroviaire Tindouf-Béchar sur un linéaire de 950 km en plein désert est une gageure extraordinaire qui va renforcer les échanges commerciaux et le transport de personnes, par rail. Le tourisme régional et national, ainsi que les investissements dans les secteurs de l'agriculture intensive et l'artisanat de niche devraient suivre. ■

La mine de fer de Gara Djebilet et la ligne ferroviaire minière ouest, les piliers d'une renaissance économique prometteuse et ambitieuse

Le documentaire « Le réveil du géant » souligne que la mine de fer de Gara Djebilet et la ligne ferroviaire minière constituent les piliers d'une renaissance économique prometteuse et ambitieuse dans l'Algérie nouvelle et victorieuse. Produit par la Télévision algérienne, sous la supervision de la Direction générale de la communication à la Présidence de la République, ce documentaire, suivi par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et la délégation l'ayant accompagné, dimanche, à Béchar, à l'occasion de l'inauguration de la ligne ferroviaire minière ouest Gara Djebilet-Tin-

douf-Béchar, met en lumière les différentes étapes de la concrétisation de ces deux projets, devenus réalité « grâce aux décisions courageuses et au suivi rigoureux du président de la République ».

Un « bond économique qualitatif »

La mine de Gara Djebilet et la ligne ferroviaire minière ouest permettent à l'Algérie d'opérer un « bond économique qualitatif », explique le documentaire, qui qualifie ces deux réalisations de « piliers d'une renaissance économi-

que prometteuse et ambitieuse » dans l'Algérie nouvelle et victorieuse. Après avoir évoqué l'extension de la glorieuse Révolution de libération nationale à notre Grand Sud, où elle contribua à « mettre fin à l'exploitation de nos ressources naturelles, y compris minières, par le colonisateur français », le documentaire a donné la parole à plusieurs experts, qui ont souligné à l'unanimité que ces deux projets stratégiques comptent parmi les « projets structurants les plus importants qu'ait connus la région depuis l'indépendance », mettant en avant leurs multiples retombées, notamment « en termes de consolida-

tion de la souveraineté nationale, de désenclavement, d'ouverture de nouvelles perspectives économiques et de création de milliers d'emplois ». Ces projets adressent un signal fort : l'Algérie nouvelle et victorieuse va résolument de l'avant dans la diversification de son économie dans plusieurs domaines hors hydrocarbures, ont soutenu les experts. Le documentaire est, par ailleurs, revenu sur les défis relevés par les travailleurs et les cadres des entreprises de réalisation pour concrétiser ces deux projets en un temps record malgré des conditions naturelles extrêmement difficiles. **Rédaction**

 	<p>Quotidien national d'information édité par la SARL ADRA COM Adresse : Maison de la presse Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zoulouache, Kouba, Alger</p> <p>Redaction@lexpressquotidien.dz www.lexpressquotidien.dz TEL/fax: 023.70.99.92 Service-pub@lexpressquotidien.dz</p>	<p>GÉRANT : NOURDINE BRAHMI DIRECTEUR HONORAIRE: ZAHIR MEHDAOUI DIRECTEUR DE LA PUBLICATION RABAH YUCEF RABAH</p>	<p>« POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À : L'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger</p> <p>Tel : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77</p> <p>Email : agence.regie@anep.com.dz programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ouargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz</p>	<p>Impression: Société d'Impression d'Alger (SIA) Diffusion: Media Distribution</p> <p>Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.</p>
---	---	--	---	--

GHRIEB ET AL THANI FONT LE POINT SUR LES PROJETS INDUSTRIELS

La sidérurgie, l'autre pilier du partenariat algéro-qatari

L'entretien téléphonique entre les deux Premiers ministres a mis en lumière l'avancée de projets majeurs comme Baladna à Adrar et l'extension du complexe de Bellara, symbole d'un partenariat économique solide.

PAR NASSIM TERKI

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, s'est entretenu hier par téléphone avec le Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Qatar, Cheikh Mohammed bin Abdulrahman bin Jassim Al Thani. L'échange, dont a fait état un communiqué officiel, s'inscrit dans une séquence où les projets algéro-qatariens ne sont plus seulement annoncés, ils avancent, ils se structurent et commencent à produire leurs premiers effets. Au cours de la conversation, le Premier ministre a transmis les salutations du Président Abdelmadjid Tebboune à l'Émir du Qatar, Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani, assorties de vœux de prospérité au peuple qatari. Pour la partie qatarie, Cheikh Mohammed a relayé les salutations de l'Émir à son « frère, le Président Tebboune, en réaffirmant sa volonté de poursuivre l'approfondissement des relations bilatérales. Les deux gouvernements ont mis en avant la « solidité » des liens politiques et l'élan de coopération observé ces dernières années. Mais derrière les formules diplomatiques se dessine une réalité économique de plus en plus tangible. Plusieurs dossiers structurants connaissent en effet une accélération notable, transformant le partenariat algéro-qatari

en un levier stratégique pour les secteurs clés de l'économie algérienne. Le projet Baladna illustre cette dynamique. Annoncé en juin 2024 et évalué à 3,5 milliards de dollars, il entre dans une phase opérationnelle décisive. L'ambition affichée est de bâtir dans la wilaya d'Adrar la plus grande ferme laitière intégrée du monde, pensée comme un outil de souveraineté alimentaire. Le programme repose sur un dispositif complet : production de fourrage, élevage, transformation industrielle et logistique interne. À terme, 270 000 vaches laitières devront être introduites, avec une production annuelle estimée à 194 000 tonnes de lait en poudre. Les premières décisions concrètes confirment l'avancement du chantier : sélection du constructeur de la future laiterie, confiée au groupe allemand GEA, arrivée imminente des premiers troupeaux importés des États-Unis, lancement de forages hydrauliques atteignant 500 mètres de profondeur pour alimenter les 700 pivots d'irrigation prévus. La société Elegancia Steel, filiale qatarie d'Estithmar Holding, annonce par ailleurs avoir obtenu le contrat de conception, fourniture et installation des structures métalliques de la première phase du projet. Les travaux couvrent les fermes, les unités de production, les bâtiments opération-

nels et les complexes d'hébergement, marquant l'entrée du programme dans le cœur de son déploiement industriel. Avec 100 000 hectares destinés à la culture fourragère, deux grandes fermes d'élevage et la construction d'une usine de production de lait en poudre, la première phase doit réunir 10 000 vaches à haut rendement avant une montée en charge progressive. Ce modèle intégré, déjà éprouvé par Baladna au Qatar, place Adrar au centre d'un chantier agro-industriel d'une ampleur rare. L'entretien Ghrieb-Al Thani a aussi permis d'évoquer la deuxième phase d'extension du complexe sidérurgique de Bellara, à Jijel. Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a récemment reçu l'ambassadeur du Qatar, Abdelaziz Ali Al Naâma, en présence du P-dg du groupe SNS, pour accélérer la mise en œuvre du projet. Le complexe de Bellara, géré par la Société algéro-qatarie de la sidérurgie (AQS), constitue l'un des plus importants investissements industriels du pays. La deuxième phase, dont l'étude de faisabilité globale est finalisée, doit permettre d'augmenter les capacités de production, d'intégrer de nouveaux procédés et de renforcer la contribution du site à la réduction des importations de produits sidérurgiques. L'ambassadeur qatarien a confirmé l'engagement de Doha à soutenir l'investissement, tout en soulignant la volonté de garantir une rentabilité durable et d'inscrire le projet dans une logique de long terme. Les dis-



cussions ont également porté sur l'ouverture de nouveaux domaines de coopération, notamment dans le textile, secteur jugé porteur et à forte capacité d'emploi. Alger et Doha affichent une convergence stratégique : diversifier la coopération, multiplier les investissements communs et accélérer l'exécution des projets déjà engagés. L'Algérie insiste sur la nécessité de traduire les accords en réalisations concrètes ; le Qatar, de son côté, met en avant la nature « stratégique » du partenariat et l'importance de concrétiser les engagements pris au plus haut niveau. Baladna, Bellara et les futurs projets connexes donnent une épaisseur économique à une relation souvent décrite comme fraternelle. Cette coopération, désormais portée par des infrastructures, des usines, des fermes, des flux d'investissement et des calendriers de réalisation, devient un axe structurant de l'agenda économique algérien. L'enjeu, pour Alger comme pour Doha, consiste à inscrire ces projets dans la durée et à faire de ce partenariat un moteur de souveraineté industrielle, alimentaire et technologique. ■

En déplacement à Oran

Sifi Ghrieb suit l'arrivée des premières cargaisons de minerai de fer de Gara Djebilet

Sifi Ghrieb est arrivé hier à Oran, pour suivre l'arrivée et le déchargement des premières cargaisons de minerai de fer extraites de la mine de Gara Djebilet. Sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, Sifi Ghrieb, est arrivé

lundi à Oran. Accompagné d'une délégation ministérielle de haut niveau, Ghrieb devra suivre l'arrivée et le déchargement des premières cargaisons de minerai de fer extraites de la mine de Gara Djebilet, destinées au complexe sidérurgique Tosyali,

indique un communiqué des services du Premier ministre. Cet événement s'inscrit dans le cadre des cérémonies officielles marquant la mise en service de la ligne ferroviaire minière Gara Djebilet-Béchar-Oran. Ce projet stratégique constitue une étape

majeure dans la valorisation des ressources minières nationales et le renforcement du secteur de la sidérurgie. Il contribue ainsi à soutenir le processus de diversification économique et à réaliser le développement durable en Algérie. **R. N.**

IDRISS ATTIA, EXPERT EN GÉOPOLITIQUE, SUR LE PROJET GARA DJEBILET : «Un véritable tournant stratégique dans la philosophie de développement de l'Algérie»

PAR FATIHA A.

Le professeur Idriss Attia, expert en géopolitique, a affirmé, hier, que l'inauguration de la ligne ferroviaire minière de 950 kilomètres et le lancement du projet Gara Djebilet constituaient un véritable tournant stratégique dans la philosophie de développement de l'Algérie. Intervenant hier sur la radio nationale chaîne 1, Il a déclaré que ces événements témoignent de l'engagement de l'État en faveur d'un développement économique global, établissant ainsi un système souverain pleinement intégré. M. Attia a souligné que cet événement consolide la transition de l'Algérie, passant de projets isolés à des chaînes de valeur liées au développement national. Il a expliqué que cela permettra une intégration économique et développementale à l'échelle nationale et renforcera l'efficacité économique et la chaîne de

production elle-même. Le professeur Attia a expliqué que le développement en Algérie, grâce aux directives du président Abdelmadjid Tebboune, n'est plus cantonné au nord, mais est devenu un projet national global. Il a souligné que la dynamique de développement actuelle reflète l'adoption par l'État du concept de « justice spatiale », qui, à son tour, instaure un équilibre régional et sectoriel dans le développement, ainsi que les dimensions de la durabilité et de l'équilibre régional. « On observe une répartition équilibrée des investissements au niveau national, sans marginalisation d'aucune région, ainsi que la réintégration des zones historiquement marginalisées et le lien entre développement et stabilité économique. Parmi les priorités de l'Algérie figurent également le développement et le renforcement des régions frontalières, dans une démarche proactive visant à garantir leur sécurité totale. Ceci ouvrira la voie à d'autres dyna-

miques de développement touchant plusieurs secteurs, tels que le tourisme et l'enseignement supérieur. », a-t-il déclaré. Dans le même esprit, l'invité a souligné que ces grands projets de développement représentent un véritable défi, démontrant ainsi que les Algériens, lorsqu'ils veulent, réussissent. « Il s'agit d'une constante historique pour l'Algérie, le peuple algérien se caractérisant par un esprit d'initiative et sa capacité à rejoindre le rang des nations émergentes », ajoute-t-il. Le professeur Attia a souligné que le principal défi, comme l'a affirmé le Président de la République dans son allocution à la nation du 30 décembre 2025 et de nouveau hier, consiste à faire du projet Gara Djebilet non plus une idée reportée, mais un outil concret de restructuration de l'économie nationale. Il a ajouté que l'Algérie est actuellement en pleine transformation de sa doctrine économique. De même

qu'elle possède une doctrine énergétique fondée sur l'exploitation du pétrole et du gaz, elle s'oriente vers une doctrine minière visant à diversifier ses sources de revenus. L'expert en géopolitique a également mis en lumière les dimensions du développement, soulignant qu'il ne se limite pas à l'aspect économique, mais remplit aussi une fonction de sécurité et de souveraineté, en renforçant la souveraineté nationale et en soutenant les choix stratégiques régionaux et internationaux de l'État. M Attia a ajouté que la ligne de chemin de fer, qui s'étend sur 950 km, constitue un véritable pont entre richesse et développement et ouvre la voie à de nombreux autres projets, la chaîne de valeur s'étendant de Gara Djebilet à Tindouf, puis Beni Abbes, en passant par plusieurs régions, jusqu'à Béchar, puis Oran, ce qui confirme la mise en place d'une chaîne de valeur nationale et de développement intégrée. ■

Éditorial l'EXPRESS

Gara Djebilet, moteur de la dynamique industrielle

PAR MAHREZ Z.

Le projet minier de Gara Djebilet, officiellement inauguré par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concentre par son envergure et les perspectives de croissance qu'il recèle, de multiples enjeux pour notre pays, en renforçant la souveraineté nationale, et en impulsant la croissance économique hors hydrocarbures, véritable cheval de bataille du gouvernement depuis quelques années. Gara Djebilet devrait ainsi devenir un véritable catalyseur pour l'industrie du fer et de l'acier, mais aussi stimuler les nombreuses filières en aval, et renforcer la compétitivité de secteurs clés comme le bâtiment et les travaux publics (BTP), l'industrie mécanique ou le ferroviaire. L'entrée en exploitation effective du gisement de fer - couplé à la voie ferroviaire qui réduit les coûts logistiques et améliore la compétitivité - est un pas décisif pour l'économie nationale, au vu de la portée industrielle en matière sidérurgique, mais aussi sur d'autres segments et son impact sur l'évolution de la croissance et la structure du Produit intérieur brut (PIB). L'activité minière, le transport ferroviaire, et les services industriels associés devraient générer une contribution directe située entre 0,8 et 1 % du PIB national, selon des estimations non officielles. Le projet, qui permet à terme de réduire fortement les importations de minerai de fer et de produits sidérurgiques, estimés actuellement entre 1 et 2 milliards de dollars par an, pourrait générer un gain net de richesse nationale équivalant à 0,3 à 0,5 % du PIB. Il pourrait également contribuer, sur le long terme, à générer une contribution supplémentaire au PIB, hors hydrocarbures grâce à un effet d'entraînement significatif généré par les activités de sous-traitance notamment. Le gisement de Gara Djebilet, classé parmi les plus importants au monde, avec des réserves estimées à plus de 3,5 milliards de tonnes de minerai de fer, est un nouveau pilier économique national. Le projet introduit dorénavant une nouvelle dynamique de croissance industrielle moins volatile et plus inclusive. La stratégie amorcée vise à faire de l'industrie minière le socle de l'émergence d'une croissance plus équilibrée, basée sur la valeur ajoutée locale, et non uniquement sur l'exportation de ressources énergétiques. La réduction significative des importations de minerai et de produits sidérurgiques améliorera, dans ce sillage, la balance commerciale hors hydrocarbures et libérera des ressources financières pour d'autres investissements productifs.

Le ministre de l'Éducation, Mohamed Seghir Saadaoui : «Nous oeuvrons pour une école moderne, de qualité »

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saadaoui, a affirmé que le secteur de l'éducation vise à bâtir une école moderne et de qualité, répondant aux savoirs contemporains tout en préservant l'identité nationale, conformément aux engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Lors d'un exposé présenté devant la commission de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et des affaires religieuses de l'Assemblée Populaire Nationale (APN), M. Saadaoui a précisé que son secteur opère selon une vision visant à « édifier une école moderne et de qualité, reposant sur des structures modernes répondant à toutes les conditions pédagogiques et sanitaires, en application des engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. » Il a ajouté, dans ce même contexte, que l'aboutissement de cette démarche est tributaire d'un équilibre rigoureux entre la qualité de l'enseignement, à travers l'acquisition des connaissances scientifiques modernes et la protection des piliers et des fondements de l'identité nationale ». Il a également souligné que la qualité de l'éducation « repose en grande partie sur l'attribution de chaque matière à des enseignants spécialisés ». Un principe que le ministère a veillé à appliquer lors des concours de recrutement, parallèlement à la formation continue pour renforcer les compétences au service du secteur. À cet égard, il a annoncé « la création de 10 nouveaux instituts de formation afin de répondre à la demande et d'offrir une capacité d'accueil permettant la mise en œuvre de programmes de grande envergure ».

Concernant le projet de révision du statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'Éducation nationale, M. Saadaoui a rappelé la décision du ministère de « geler la formation préalable à l'intégration », en réponse aux observations des organisations syndicales demandant l'annulation de la condition de formation pour l'intégration. Le premier responsable du secteur a également affirmé qu'il « ne permettrait pas le maintien de la formation sous contrainte, bien que les dispositions de la loi actuellement en vigueur la prévoient, et ce, afin de préserver la stabilité et l'ordre général au sein du secteur ». Le ministre a également rappelé que le statut particulier a « introduit des dispositions concrétisant la décision du président de la République d'améliorer les conditions des employés du secteur. Cela se traduira par un nouveau régime indemnitaire et une révision à la hausse de leur classification, via leur intégration dans de nouveaux grades avec l'impact financier requis». Dans un autre contexte, M. Saadaoui a mis en avant « l'importance capitale » que l'État accorde au secteur de l'Éducation, en mettant en exergue le budget qui lui est alloué pour l'année 2026, précisant qu'une grande partie de cette enveloppe « sera consacrée à la construction de nouveaux établissements scolaires ».

R. N.

OPÉRATION ANTITERRORISTE À AIN DEFLA

Récupération d'un important arsenal

Comme annoncé dans notre édition d'hier, les forces de l'Armée nationale populaire (ANP) ont mené, dans la région montagneuse de Djebel Amrouna, au sein du secteur militaire d'Ain Defla, une nouvelle opération antiterroriste qualifiée de « qualitative ».

PAR BOUALEM B.

L'opération a permis de neutraliser quatre terroristes et de saisir sur les lieux quatre pistolets-mitrailleurs de type Kalachnikov. Cependant, la neutralisation des quatre terroristes n'a pas mis fin à l'opération. Elle s'est poursuivie le jour suivant. Les fouilles et les ratissages qui se sont déroulés après l'élimination des terroristes ont permis de retrouver un arsenal supplémentaire composé de deux grenades, onze chargeurs, quatre jumelles, six téléphones avec onze puces, seize cartes mémoires et divers effets. Cette nouvelle opération montre une fois de plus la détermination inébranlable de l'ANP à pourchasser les derniers résidus des groupes terroristes jusqu'à leur éradication complète. À signaler que cette opération s'inscrit dans une dynamique plus large de sécurisation du territoire, où les forces armées veillent sans relâche à protéger la population et à neutraliser toute menace de quelque nature qu'elle soit. Pour mieux contextualiser ce nouveau coup porté au terrorisme résiduel, rappelons



la neutralisation de trois narcotrafiquants armés de nationalité marocaine il y a quelques jours, et le bilan des opérations menées par l'ANP du 21 au 27 janvier 2026, une période marquée par des actions soutenues contre le terrorisme et la criminalité organisée. Concernant la lutte contre le terrorisme et la sécurisation des frontières, lors d'une opération de recherche et de fouille à Tamanrasset, en 6^e Région militaire, durant cette semaine, trois roquettes de type RPG-7 et une quantité importante de munitions ont été récupérées. Parallèlement, au cours de plusieurs interventions sur le territoire national, cinq soutiens aux groupes terroristes ont été arrêtés. Concernant la lutte contre le narcotrafic, en collaboration avec les services de sécurité, une unité combinée a intercepté vingt-huit narcotrafiquants et

mis en échec des tentatives d'introduction de drogues aux frontières avec le Maroc. Au total, cent soixante-quatorze kilogrammes de kif, trois kilos et demi de cocaïne et 468 516 comprimés psychotropes ont été saisis. Ces coups réussis contre le crime organisé témoignent de l'efficacité des mesures et des stratégies adoptées pour lutter contre la criminalité transfrontalière. Dans les zones sensibles comme Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Salah et In Guezzam, les forces de l'ANP ont également ciblé l'orpaillage illicite. Il a été procédé durant cette semaine à l'arrestation de 263 individus impliqués et à la confiscation de 25 véhicules, de 339 groupes électrogènes, de 213 marteaux-piqueurs, ainsi que des quantités de mélange d'or brut et d'équipements dédiés à ces activités clandestines. D'autres opérations

distinctes ont mené à l'arrestation de dix-sept autres personnes avec la saisie d'un pistolet-mitrailleur Kalachnikov, de quatre fusils de chasse et de 12 580 litres de carburant destinés à la contrebande. Enfin, sur le plan de la lutte contre les harragas, les garde-côtes ont réussi à déjouer plusieurs tentatives d'émigration clandestine le long des côtes. Soixante-treize individus ont été secourus à bord d'embarcations précaires, tandis que 371 immigrants clandestins de diverses nationalités ont été interpellés à travers le territoire. Ces résultats cumulés, du bilan hebdomadaire à l'opération récente de Djebel Amrouna, confirment que l'ANP reste un rempart solide face aux multiples défis sécuritaires. « L'Algérie veille, et frappe », tel est le message livré par ces opérations. ■

SOUTIEN DE L'ETAT AUX PERSONNES AUX BESOINS SPÉCIFIQUES

Baisse drastique des tarifs dans les transports publics



Une grande nouvelle pour les personnes aux besoins spécifiques. En effet, le décret exécutif n° 26-80, publié dans le Journal officiel n° 08, vient de définir les mo-

dalités de gratuité et de réduction des tarifs de transport à leur bénéfice

Ce texte, daté du 14 janvier 2026, intervient en application de l'article 15

de la loi n° 25-01 du 20 février 2025 relative à la protection et à la promotion des personnes handicapées. C'est ce qui ressort d'un communiqué du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme publié ce lundi, qui voit, de par cette mesure, la traduction de l'engagement de l'État, sous l'impulsion du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à renforcer les droits de cette frange de la société. Dans le détail, le décret instaure une grille de gratuité et de réductions significatives couvrant l'ensemble du réseau de transport public. On y relève d'emblée, une gratuité totale pour ce qui concerne le transport public urbain et périurbain pour l'ensemble des personnes de cette catégorie de citoyens. S'agissant des transports interurbains, que ce soit par route, rail ou mer, la gratuité est totale, là encore, mais pour les personnes présentant un taux d'incapacité compris entre 80% et 100% ; ce alors que celles présentant un taux d'incapacité entre 50% et 80% bénéficient d'une réduction de 80%. Sur le transport aérien national, une réduction de 80% est accordée sur le

tarif de la classe économique pour les personnes handicapées à 100%, ainsi que leurs accompagnateurs ; et c'est là l'une des avancées du décret, à la condition sine qua non que la carte d'invalidité de la personne transportée porte la mention spécifique «Besoin d'un accompagnateur».

Sur le plan opérationnel, le décret enjoint aux entreprises publiques de transport de garantir ces prestations. Le ministère de la Solidarité nationale est, de son côté, instruit de conclure des conventions avec les opérateurs publics de transport de voyageurs pour concrétiser ces mesures.

Il est à noter que l'impact financier de ces gratuités et abattements sera intégralement pris en charge par l'État. Le budget nécessaire sera mobilisé chaque année via les crédits alloués aux programmes du ministère de la Solidarité nationale. Au-delà, une telle réforme vise en premier lieu à favoriser l'autonomie des personnes handicapées, en facilitant leur accès à la formation, à l'emploi et à l'investissement, tout en garantissant une meilleure insertion dans la vie économique et sociale du pays.

R.E.

EMBALLAGE ET CONDITIONNEMENT

Un levier stratégique de valorisation du produit national

La 5^e édition du Salon international de l'emballage et du conditionnement «Agropack Expo » a ouvert ses portes hier au Palais des Expositions, SAFEX, Pins Maritimes (Alger). La modernisation du packaging sous toutes ses formes constitue un levier stratégique de valorisation du produit national dans les différents secteurs, estime Moumene Hocine, directeur régional du commerce de la région d'Alger.

PAR MERIEM KACI

M. Hocine a inauguré hier la 5^e édition d'Agropack Expo. Pour lui, ce salon sert de vitrine stratégique aux opérateurs nationaux pour démontrer leur savoir-faire en matière d'emballage et de conditionnement, qui constitue à ses yeux un pilier central de la stratégie marketing et de la valorisation des produits », a expliqué M. Hocine en marge de l'événement. « L'emballage, sous toutes ses formes, constitue désormais un levier stratégique de valorisation des produits », a-t-il souligné. Cette édition se distingue des précédentes par l'émergence de nouveaux investissements et de nouveaux produits, fait remarquer le directeur régional du commerce de la région d'Alger. « Nous avons notamment observé un

saut qualitatif, tant dans la sélection des matières premières que dans la finesse d'exécution des finitions. Une suite logique au développement de la production nationale dans les autres secteurs », a-t-il ajouté. Le responsable trouve qu'il est du « devoir » des opérateurs de ce secteur de continuer d'améliorer leurs performances. « Chaque étape du processus productif impose des exigences rigoureuses pour garantir l'excellence du produit final destiné au consommateur. Les producteurs et exposants ont désormais pleinement conscience que l'amélioration continue de leurs performances et la diversification de leur offre sont les leviers indispensables pour instaurer un écosystème favorable à la substitution des importations. » Certains opérateurs, se réjouit le responsable, ont atteint 100 % du taux d'intégration des intrants dans



leurs produits. Une dynamique qu'encourage le département d'Amel Abdelatif, qui exprime son souhait de développer cette industrie pour s'affranchir des importations, répondre aux besoins du marché national et passer ensuite à l'exportation. Les opérateurs de ce secteur ont été également appelés à veiller à ce que les emballages soient conformes aux standards du ministère en termes de qualité, particulièrement pour les

matériaux en contact direct avec les produits alimentaires. Une mission que mène le CACQE (Centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage), créé dans les années 1990. Le pays, ajoute le responsable, dispose de 45 laboratoires opérationnels contrôlant la qualité de l'emballage. « Le ministère est engagé à garantir la conformité qualitative des matériaux afin de préserver la sécurité et la santé du consommateur », a conclu M. Moumene Hocine.

Pas moins de 20 000 visiteurs professionnels sont attendus à cette édition constituant une « opportunité unique » pour les professionnels, investisseurs, industriels et porteurs de projets de « découvrir les nouvelles tendances et innovations », ajoute le communiqué. Les exposants mettront en lumière les potentiels du secteur afin d'identifier des solutions performantes, contribuant ainsi à l'évolution et à la modernisation du secteur en Algérie. ■

Recrutement dans les secteurs public et privé

Pas d'embauche sans un test antidrogue

La présentation d'un test de dépistage négatif aux stupéfiants et substances psychotropes est désormais obligatoire au recrutement dans les secteurs public et privé. En effet, le Premier ministre a signé le 14 janvier dernier le décret exécutif n° 26-76 du 25 Rajab 1447 correspondant au 14 janvier 2026 fixant les conditions et les modalités de prévention de l'usage de stupéfiants et/ou de substances psychotropes lors du recrutement dans les secteurs public et privé. Ces tests concernent les « candidats

aux concours de recrutement dans les administrations, les établissements et institutions publics, les établissements d'intérêt général et ceux ouverts au public et les institutions et organismes du secteur privé », selon la nouvelle loi antidrogue. L'article 3 du décret exécutif précise qu'« outre les autres conditions de recrutement prévues par la législation et la réglementation en vigueur, il est exigé que les dossiers de recrutement dans les secteurs public et privé comportent des tests de dépistage négatifs

prouvant que le candidat n'a pas consommé de stupéfiants et/ou de substances psychotropes ». Les fonctionnaires et les travailleurs candidats aux examens et tests professionnels, dans les secteurs public et privé, sont également concernés par ces tests, selon le texte signé par le Premier ministre, Sifi Ghrieb. Les tests antidrogues sont également exigés dans les dossiers de candidature pour pourvoir à des fonctions ou postes d'emploi, dans les administrations, les établissements et les institutions

publics, les établissements d'intérêt général, les établissements ouverts au public, les institutions et organismes du secteur privé. Les candidats qui utilisent des stupéfiants et/ou des substances psychotropes pour des « raisons médicales et de santé », sont tenus de « déclarer les substances qu'ils utilisent et de fournir », dans le dossier de candidature au recrutement, en sus des « tests prévus au présent décret, un certificat médical qui le prouve, sauf si cela est incompatible avec l'emploi ou le

poste à pourvoir », selon l'article 7 du décret, en précisant que « l'avis du médecin du travail peut être requis pour le secteur privé ». L'exception des cas prévus par l'article 7 de ce texte, les dossiers de candidature au recrutement et les dossiers des fonctionnaires et des travailleurs candidats aux examens et tests professionnels qui ne « comportent pas de tests de dépistage négatifs » de non-consommation de stupéfiants et/ou de substances psychotropes « sont rejetés ». **R.N.**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Un séminaire national sur la santé en milieu professionnel

Le ministère de la Santé a organisé, lundi à Alger, un séminaire national sur la santé en milieu professionnel, visant à renforcer la coordination entre les différents secteurs afin de garantir une politique nationale intégrée pour l'élaboration du Plan national stratégique de la santé en milieu professionnel 2026-2030. Dans une allocution lue en son nom par le chef de cabinet, M. Hadj Mati Khalil Reda, le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a appelé à l'adoption d'une approche nationale globale, en phase avec les transformations rapides du monde du travail, reposant sur l'intégration et la coordination entre le ministère de la Santé et les autres secteurs concernés, afin d'assurer une politique nationale intégrée et durable, axée sur la prévention. Rappelant que la santé en milieu professionnel constitue «un pilier

fondamental» des politiques publiques, en raison de son impact direct sur la productivité, la qualité de la performance et la stabilité sociale, le ministre a précisé que ce séminaire, qui s'étale sur trois (3) jours, «représente un espace d'échange pour une vision nationale commune, mais aussi pour l'examen et la mise à jour des cadres juridiques et réglementaires, le renforcement des systèmes d'information et de suivi, et la définition de mesures pratiques et réalisables à court et à moyen terme dans le domaine de la santé en milieu professionnel». Il a, dans ce cadre, insisté sur la nécessité de renforcer la culture de la prévention, d'investir dans la formation et la sensibilisation, de protéger la santé des travailleurs et d'améliorer les conditions de travail, soulignant que «la santé au travail englobe la prévention des accidents et des maladies chroniques, ainsi que la

protection de la santé mentale et physique, et la réduction des risques chimiques, physiques et biologiques». A ce propos, M. Ait Messaoudene a mis en avant le rôle pivot de la médecine du travail, notamment dans la prévention des cancers professionnels à travers l'évaluation préalable des risques, le contrôle médical et le dépistage précoce. Pour sa part, le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Algérie, M. Phanuel Habimana, a indiqué que l'approche adoptée par l'Algérie, visant à développer une méthode globale et multidimensionnelle pour définir les orientations et la vision de sa stratégie nationale de santé et de sécurité en milieu professionnel pour la période 2026-2030, «démontre clairement son engagement en faveur de la préservation de la santé des travailleurs, du renforcement de l'équi-

té et du soutien ferme au développement durable», estimant que cette approche «s'aligne parfaitement avec les engagements internationaux». De son côté, le directeur général de la prévention et de la promotion de la santé au ministère de la Santé, Pr Djamel Fourar, a précisé que cette rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts visant à créer un environnement de travail dynamique et ergonomique, ajoutant qu'elle a connu la participation de plusieurs secteurs et organismes concernés, notamment ceux du travail et de la sécurité sociale, dans l'objectif de revaloriser la médecine du travail et de renforcer le bien-être professionnel en tant que pilier du développement socio-économique. Cette rencontre tend aussi «à débattre de plusieurs axes liés à la médecine du travail, notamment l'adaptation des cadres réglementaires,

l'amélioration des procédures professionnelles, ainsi que l'intérêt accordé à la nutrition et au suivi périodique», a-t-il expliqué. Il a également révélé que ce séminaire sera couronné par une série de recommandations pratiques à même d'insuffler un nouvel élan à la médecine du travail et de renforcer la santé professionnelle, avec la présence et la participation d'experts nationaux et internationaux. A son tour, la représentante du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, la sous-directrice de la prévention des risques professionnels, Mme Lamia Bouteldja, a fait savoir que le dossier de la santé en milieu professionnel, auquel l'Algérie accorde une importance particulière, constitue «une étape essentielle vers l'élaboration d'une stratégie nationale et de programmes nationaux en matière de sécurité et de santé au travail». ■

Secteur énergétique algérien

5 événements clés pour 2026

FATIHA AMALOU.

Selon une étude menée par la plateforme énergétique basée à Washington, l'Algérie est prête à lancer des initiatives stratégiques, notamment un nouvel appel d'offres, des projets d'énergie solaire, des industries énergétiques et des opérations minières, ainsi que des plans ambitieux visant à augmenter ses exportations de gaz naturel liquéfié (GNL). Ces initiatives interviennent dans un contexte de transformations rapides des marchés énergétiques mondiaux et d'une concurrence accrue entre les pays exportateurs, incitant l'Algérie à tirer parti de ses ressources naturelles, de ses infrastructures et de ses partenariats internationaux pour renforcer sa compétitivité. Dans ce contexte, la plateforme énergétique identifie cinq événements clés qui devraient façonner le secteur énergétique algérien en 2026, des événements susceptibles de dynamiser les ressources et les recettes du pays, tant sur le plan national (économique) qu'international (en termes de pénétration du marché). Les préparatifs sont en cours pour un nouvel appel d'offres début 2021, portant sur 20 blocs d'exploration. Cette initiative témoigne de l'ambition du secteur énergétique algérien de renforcer son attractivité pour les investissements et d'attirer les entreprises internationales afin de développer ses ressources pétrolières et gazières d'ici 2026. Ce nouvel appel d'offres s'appuie sur le succès significatif des précédents, qui ont généré des engagements financiers d'environ 600 millions de dollars, démontrant la confiance des investisseurs dans le climat d'investissement du secteur algérien des hydrocarbures. Selon les estimations officielles, cet appel d'offres vise à créer de nouvelles opportunités d'investis-

Le secteur énergétique algérien s'apprête à vivre une phase importante en 2026, marquée par une série d'évolutions majeures témoignant de la volonté du gouvernement de dynamiser les investissements, de diversifier son mix énergétique et d'accroître sa capacité d'exportation. Ces mesures consolideront la position de l'Algérie comme acteur clé sur les marchés énergétiques régionaux et mondiaux.

tissement, notamment dans les régions frontalières prometteuses et encore inexploitées, portées par la demande mondiale croissante de pétrole et de gaz, elle-même alimentée par la croissance économique et l'expansion industrielle. Le secteur de l'énergie solaire entre cette année dans une phase de mise en œuvre cruciale, avec le démarrage prévu de l'exploitation commerciale d'un grand nombre de centrales photovoltaïques. Ce projet devrait donner un coup de pouce significatif au secteur énergétique algérien dans ses efforts de diversification des sources d'électricité d'ici 2026. La mise en service de ces centrales s'ins-

crit dans un programme national d'une capacité de 3 000 mégawatts dans sa première phase, lui-même intégré à un plan plus vaste visant à atteindre 15 gigawatts d'énergies renouvelables et à réduire la dépendance au gaz naturel pour la production d'électricité. Le programme actuel prévoit la construction de 15 centrales solaires d'une capacité totale de 2 000 mégawatts, en complément du programme « Solaire 1000 » qui prévoit cinq centrales supplémentaires. Ce dispositif renforcera la place des énergies propres dans le secteur énergétique algérien d'ici 2026. Aussi, l'usine de fabrication de turbines à gaz

algérienne est sur le point de réaliser une avancée majeure en 2026, dans le cadre d'un plan visant à accroître ses exportations et à conquérir de nouveaux marchés, notamment en Afrique, renforçant ainsi la dimension industrielle du secteur énergétique algérien d'ici 2026. Ce projet a vu le jour en 2014, grâce à un partenariat entre Sonelgaz et General Electric, via la société GIAT, située à Aïn Yagout, dans la province de Batna. GIAT exploite quatre usines intégrées sur un site de 20 hectares. Le complexe comprend une centrale à turbines à gaz d'une puissance de 100 à 300 mégawatts, une centrale à turbines à vapeur, ainsi que des usines de générateurs et des systèmes de mesure et de contrôle, permettant la production de solutions intégrées de production d'électricité. L'augmentation des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) est l'un des objectifs clés du secteur énergétique algérien pour 2026. Le pays vise une hausse de ses exportations de 15 à 20 %, après des performances décevantes au cours des neuf premiers mois de 2025. L'Algérie s'apprête à entamer une phase cruciale du développement de ses ressources naturelles avec la mise en service de la mine de gaz de Gara Djebilet, conformément aux instructions directes du président Abdelmadjid Tebboune. Cette initiative s'inscrit pleinement dans le cadre des grands plans de transformation du secteur énergétique algérien à l'horizon 2026. Les directives présidentielles insistent sur l'accélération de l'exploitation du minerai de fer national au cours du premier trimestre 2026, marquant ainsi le passage de la planification à la mise en œuvre des projets miniers stratégiques. Le gouvernement continue de superviser directement la mise en œuvre des infrastructures minières, notamment la ligne de chemin de fer reliant Tindouf à Béchar, afin de connecter les zones de production aux unités de traitement situées dans l'ouest du pays.

SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT DES PME

L'OMPI salue les efforts de l'Algérie

Le directeur du bureau extérieur de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) en Algérie, Othmane Ahmed Mohamed Salek, a salué, dimanche à Jijel, les efforts de l'Algérie en matière de soutien et d'accompagnement des petites et moyennes entreprises (PME), selon l'APS. Intervenant lors de l'ouverture d'une journée d'étude sur « L'importance de l'accompagnement pour renforcer la qualité et l'innovation dans les PME », organisée à l'Institut national du tourisme et de l'hôtellerie de Jijel par le Conseil national de concertation pour le développement des PME (CNC-DPME), le directeur du bureau extérieur de l'OMPI a souligné « le rôle important et les efforts de l'Algérie dans le soutien et l'accompagnement des PME », ajoutant que l'Algérie « a mis en place des mécanismes diversifiés pour accompagner ce

type d'entreprises et soutenir l'innovation et la créativité, ce qui n'existe pas dans de nombreux pays ». Il a également souligné « l'importance, pour ces entreprises, de protéger leurs produits, leurs innovations ainsi que leur identité à travers ce que l'on qualifie de propriété intellectuelle et ce, afin de se prémunir contre la contrefaçon et de pouvoir accéder aux marchés internationaux en toute aisance ». De son côté, le directeur du CNCDPME pour la wilaya de Jijel, Mohamed Bouzekri, a déclaré à l'APS que l'objectif de cette journée d'étude, à laquelle ont participé des artisans et des professionnels exerçant dans les domaines du liège et des huiles médicinales et aromatiques, est de « renforcer l'accompagnement et de permettre l'obtention d'une « Trademark » spécifique à chaque activité, permettant d'effectuer des opérations d'exportation ». **R.E.**

PRODUCTION DES PEPTIDES

SAIDAL va lancer un projet avec un partenaire iranien

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Dr Ouacim Kouidri, a effectué, dimanche une visite au Centre de recherche, de développement et d'innovation relevant du Groupe industriel SAIDAL. Selon un communiqué du groupe publié sur sa page officielle facebook, une présentation technique détaillée des projets de recherche inscrits au niveau du Centre, lui a été exposée à cette occasion. Il a également visité plusieurs laboratoires spécialisés. En marge de cette visite, le Directeur général par intérim du Groupe industriel SAIDAL, Monsieur Mourad Belkhef, a annoncé la préparation du lancement d'un projet stratégique reposant sur un partenariat avec un partenaire iranien disposant d'une large expertise dans le domaine de la production des peptides, une technologie nouvelle dans l'industrie pharmaceutique. Ce projet vise à localiser la fabrication de médicaments innovants et de nouvelle génération en Algérie, à renforcer les capacités nationales dans le domaine des industries pharmaceutiques avancées,

et à s'inscrire en cohérence avec les orientations de l'État en matière de développement de la recherche scientifique et de soutien à la production locale de médicaments à forte valeur ajoutée. Le Centre de recherche, de développement et d'innovation (CRDI) de Saidal, est un pilier stratégique pour la souveraineté sanitaire algérienne. Il vise à développer des médicaments génériques, valoriser les substances naturelles locales, opérer un transfert technologique et stimuler l'innovation pharmaceutique. Ses missions principales incluent le développement de nouveaux médicaments génériques et de thérapies innovantes, la valorisation des substances naturelles algériennes à usage thérapeutique ou nutraceutique, le soutien technologique aux unités de production du groupe pour renforcer la production locale, la veille scientifique et technologique, et dépôt de brevets d'innovation et enfin l'encadrement de projets de fin d'études et de thèses de doctorat. **F.A.**

Protection des consommateurs.

L'APOCE met en avant le rôle de la facturation

L'Organisation Algérienne de Protection et d'Orientation du Consommateur, et son Environnement «APOCE» estime qu'une facturation et des transactions bancaires organisées contribuent à l'instauration d'un système commercial équitable qui protège les droits des consommateurs et garantit la qualité des biens et services. Cela peut se faire grâce à la transparence financière c'est-à-dire les factures officielles assurent une documentation précise des transactions, protégeant ainsi les consommateurs contre la fraude et la manipulation des prix, selon l'organisation qui a publié hier, dans sa page officielle facebook

officielle les avantages de cette procédure. Pour l'APOCE, une facture est un document légal qui permet aux consommateurs de faire valoir leurs droits en cas de litige concernant des biens ou des services. Aussi, la réduction des transactions en espèces non documentées limite la fraude, les ventes fictives et la circulation de contrefaçons. S'agissant du suivi des réclamations, l'APOCE estime que les factures électroniques facilitent le suivi des achats et accélèrent le règlement des litiges entre vendeurs et consommateurs. « Le lien entre les factures et les données bancaires des clients permet un meilleur suivi et réduit la circula-

tion de produits non conformes. La fourniture de factures officielles empêche les vendeurs d'exploiter les consommateurs au moyen de factures falsifiées ou surévaluées », précise l'organisation pour qui, la transparence des transactions bancaires accroît la confiance des consommateurs dans les marchés formels et réduit leur dépendance au marché parallèle. Par ailleurs, ajoute-t-on, les factures électroniques permettent aux organismes de réglementation de détecter les infractions et de protéger les consommateurs contre les pratiques déloyales. La documentation des achats par des factures certifiées facilite les

échanges ou les retours en cas de défauts. L'APOCE propose de sensibiliser encore plus les consommateurs à l'importance de demander une facture et de payer par les voies officielles ce qui renforce leurs connaissances juridiques et les protège contre l'exploitation. La facturation obligatoire et la dématérialisation des transactions bancaires sont des piliers essentiels de la protection du consommateur, garantissant la traçabilité des transactions, l'exercice de la garantie (Loi n°04-02) et la sécurité financière. Elles luttent contre l'informel et assurent un recours légal en cas de litige. **F.A.**

JOURNÉES D'ÉTUDES SUR LES PRINCIPALES MESURES DE LA LOI DE FINANCES 2026

La DGI mobilise ses directions de wilayas

FATIHA A.

A Sidi Bel Abbès, à Tlemcen, Bordj Bou Arreridj comme à Alger, ces journées d'étude permettent aux opérateurs économiques de se familiariser avec les nouvelles dispositions de la loi de finances de 2026. «Dans le cadre de ses efforts continus pour promouvoir la transparence et la sensibilisation fiscale, la Direction générale des impôts, représentée par une délégation de son personnel central, a participé à une journée d'étude sur les dernières évolutions de la loi de finances 2026», indique la DGI dans sa page officielle facebook. Ces événements sont animés par de hauts fonctionnaires et des experts des administrations centrales des services fiscaux et douaniers. «Son objectif était de permettre aux opérateurs économiques de se familiariser avec les nouvelles dispositions de la loi de finances de 2026, d'en comprendre les effets pratiques sur les entreprises et l'activité économique, et de leur offrir la possibilité de soulever et d'aborder leurs préoccupations dans le cadre d'une discussion interactive», ajoute la DGI. Les points consacrés à la fiscalité concernent l'explication des modalités techniques et juridiques des nouvelles mesures fiscales introduites par la loi de finances 2026, la simplification des procédures et harmonisation législative visant à alléger la charge administrative pesant sur les entreprises et les particuliers et le renforcement des mécanismes de contrôle et d'inclusion fiscale par la clarification des ré-

La Direction générale des impôts (DGI) organise, depuis quelques jours, des journées d'études consacrées aux principales mesures de la loi de finances 2026, et ce au niveau de ses directions dans différentes wilayas du pays.



glementations et des procédures incitant au respect des obligations fiscales. Il s'agit également de l'identification des mesures de soutien à l'activité économique et au maintien du pouvoir d'achat (exonérations, réductions, incitations), et l'explication des mécanismes de mobilisation des recettes fiscales au service de la politique budgétaire, tout en assurant un équilibre entre recouvrement de l'impôt et développement économique. «Cette activité s'inscrit dans le cadre de l'engagement continu de la Direction générale des impôts à garantir une compréhension claire de la réglementation fiscale et sa diffusion précise, contribuant ainsi à promouvoir le civisme fiscal et un climat économique stable», précise la DGI. La Direction Générale des Impôts (DGI) organise régulièrement des journées d'étude et d'information pour expliquer les nouvelles mesures des lois de finances, ciblant opérateurs économiques et professionnels. Ces rencontres, souvent tenues en début d'année (ex: LF 2026 en janvier), portent sur les réformes fiscales, la numérisation, et les incitations à l'investissement. Les objectifs concernent aussi à vulgariser les dispositions fiscales, encourager la conformité et moderniser les procédures, comme les réformes budgétaires et la dématérialisation. Les thèmes abordés portent sur les mesures concernant la régularisation fiscale, exonérations pour les start-ups, fiscalité des entreprises, et les nouvelles taxes. Ces journées permettent de guider les entreprises sur la mise en conformité et les nouvelles opportunités fiscales.

OUVERTURE, HIER, DU SALON DES ENERGIES RENOUVELABLES

100 exposants au rendez-vous

La 15e édition du Salon des Energies Renouvelables, Energies du futur et Développement durable (ERA) a été ouverte, ce lundi au Centre des Conventions d'Oran, avec la participation de 100 exposants. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le directeur central HSE du groupe Sonatrach, Abdelkrim Ouamer, en présence de représentants d'institutions, d'entreprises nationales et étrangères, ainsi que d'experts du secteur énergétique, selon l'APS. Placée sous le thème du mix énergétique, cette édition met en avant les avancées enregistrées dans les domaines des énergies renouvelables, de l'hydrogène vert et de la décarbonation, a souligné le commissaire du Salon, Mendili Abdelmadjid, ajoutant que ERA constitue un carrefour stratégique favorisant les échanges entre les acteurs économiques et institutionnels, avec pour objectif de promouvoir les partenariats et les contrats de coopération, notamment entre les entreprises privées et les grands groupes nationaux. Le Salon regroupe près d'une centaine de participants représentant des secteurs variés, dont l'énergie, l'industrie, l'électricité, les banques et les assurances, selon le même responsable. De grands groupes énergétiques, à l'instar de Sonatrach et de ses filiales, prennent part à cette édition, ainsi que des entreprises internationales issues des Etats-Unis d'Amé-

rique, d'Italie et de Chine sont également présentes, illustrant l'intérêt croissant pour le marché énergétique algérien. Le secteur des ressources en eau est représenté par des organismes comme ADC, SEAAL, l'ANBT et le groupe Gerhyd, tandis que la recherche scientifique est portée par le CRTSE, le CDER, des universités et des écoles polytechniques. Le programme des conférences, s'étalera sur trois jours et comprendra 19 communications et panels. Les débats porteront sur les aspects techniques liés à l'optimisation des projets, les questions organisationnelles et le cadre légal, ainsi que le partage d'expériences de terrain par les partenaires et opérateurs économiques, avec la participation, notamment, de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz (CREG). A travers cette édition, le Salon ERA vise à offrir une plateforme d'échange aux experts et décideurs afin d'identifier les défis du secteur énergétique, de proposer des solutions concrètes et d'accompagner les politiques publiques en matière de transition énergétique en Algérie, tout en sensibilisant la jeune génération aux enjeux du développement durable, soulignent les organisateurs.

R.E.

Industrie pharmaceutique

Renforcement de la coopération avec les opérateurs tunisiens

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a reçu, hier, au siège du ministère, le ministre tunisien de la Santé, Mustapha Ferjani, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération bilatérale et le partenariat entre les deux pays, indique un communiqué du ministère. La rencontre a été l'occasion d'échanger les vues sur les moyens de développer la coopération bilatérale et d'intensifier les partenariats entre les opérateurs des deux pays, en vue de soutenir la production locale, de renforcer le transfert d'expertises et de réaliser la sécurité pharmaceutique, précise le communiqué. Le ministre tunisien de la Santé se trouve en Algérie, à la tête d'une importante délégation, dans le cadre d'une visite officielle (1er-3 février) visant à consolider les relations de coopération et de partenariat entre les deux pays dans la production de médicaments et de dispositifs médicaux, au service des intérêts communs et du renforcement de la complémentarité entre les deux pays dans les domaines de la santé et de l'industrie, souligne la même source.

R.E.

Pétrole

Les cours chutent après les nouvelles déclarations de Trump sur l'Iran

Les marchés pétroliers continuent de jouer au yo-yo, au gré des annonces de Donald Trump sur l'Iran. Après avoir, à maintes reprises, menacé Téhéran d'une intervention militaire, le président américain a affirmé ce week-end qu'il privilégiait l'option de la négociation. Une déclaration qui a fait dégringoler ce lundi les marchés, qui pariaient sur un conflit imminent, selon Les Echos. A la mi-journée, le baril de Brent cédait 4,60 %, à 66,13 dollars, tandis que le baril de WTI nord-américain chutait de 4,89 %, à 62,02 dollars. Dans leur sillage, les cours du brut entraînaient les actions des acteurs du secteur, à l'image de TotalEnergies (-1,11 %) ou Shell

(-1,04 %). Cette sévère correction intervient une semaine après une très nette hausse des cours, consécutive aux menaces militaires américaines grandissantes contre le régime des mollahs. Sur le mois écoulé, le Brent avait réussi à grappiller 8,8 % et le WTI 8,56 %. Selon Rystad Energy, cette hausse des marchés pétroliers traduisait le fait qu'une intervention militaire directe était jugée très probable par les investisseurs, avec toutes les conséquences négatives pour l'approvisionnement mondial qui s'ensuivent. L'Iran, membre de l'Opep, est l'un des dix principaux producteurs d'or noir au monde. Le pays est aussi riverain du détroit d'Ormuz, par lequel transite environ 20 % de la production mon-

diale de brut. « Le marché du pétrole brut interprète cela comme un recul encourageant par rapport à la confrontation, atténuant la prime de risque géopolitique intégrée au prix lors de la hausse de la semaine dernière et provoquant une vague de prises de bénéfices », décrypte Tony Sycamore, analyste de marché chez IG. Le repli constaté ce lundi est également renforcé par le regain de vigueur du dollar américain, « ce qui rend généralement le pétrole libellé en dollars plus cher pour les acheteurs non américains, pesant davantage sur les prix », explique Priyanka Sachdeva, analyste chez Phillip Nova. Mais les risques géopolitiques qui secouent

les cours du pétrole en ce moment masquent un marché fondamentalement baissier, rappellent les analystes. L'an dernier, les cours ont encaissé un recul de l'ordre de 15 % en raison d'une surabondance de l'offre. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit encore que l'offre mondiale de pétrole dépassera la demande de 4,25 millions de barils par jour ce premier trimestre. Malgré les risques de voir les prix chuter à nouveau, l'Opep+ ne semble pas prévoir, à ce stade, de baisse de sa production. Dimanche, le cartel a seulement indiqué qu'il maintiendrait le cap actuel en n'augmentant pas sa production au mois de mars.

R.E.

EL TARF
Programme
de plantation
de près de
124.000
arbres

Un programme portant sur la plantation de 123.900 arbres sera mis en œuvre dans la wilaya d'El Tarf dans le cadre de la campagne nationale de reboisement, a appris l'APS, mercredi, auprès du conservateur des forêts, Abdelaziz Blahdji. Le même responsable a précisé que les plants en question seront mis en terre à partir du 14 février prochain dans 21 sites forestiers situés dans 17 communes de la wilaya d'El Tarf. Dans ce contexte, des pins maritimes, des pins d'Alep, des caroubiers, de l'eucalyptus, des cyprès, des chênes-lièges et des ormes seront plantés sur une superficie de l'ordre de 103 hectares, selon le même responsable qui a ajouté que cette campagne contribuera à intensifier et à renforcer le couvert végétal dans des zones ayant été précédemment touchées par des incendies de forêt, ainsi qu'à embellir l'environnement et à promouvoir une culture de préservation de l'environnement dans les rangs des citoyens. Pour rappel, la campagne de reboisement de l'année 2025 avait vu la plantation, dans cette wilaya, de 222.927 arbres dans différentes zones forestières. La conservation des forêts de cette wilaya frontalière dispose de 4 pépinières agréées pour la production de différents plants, situées dans les zones de Tonga, dans la commune de Souarakh, d'Oum Laâkareb, dans la commune de Boutheldja, de Chihani (commune éponyme) et d'El Righia, dans la commune de Berrihane. Les forêts, formées essentiellement de chênes-lièges, de hêtres, d'eucalyptus et de différents types de pins, couvrent, dans la wilaya de El Tarf, une superficie de 179.000 hectares, soit 62 % de la superficie totale de la wilaya.

TOUGGOURT

Formation sur l'entrepreneuriat et la gestion des activités agricoles

La réception d'une nouvelle polyclinique est prévue au mois de juin prochain dans la ville de Saïda, dans le cadre du renforcement des infrastructures sanitaires de la wilaya, a indiqué, mardi, le wali, Amoumene Mermouri. Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite d'inspection de plusieurs projets de développement dans la commune de Saïda, le wali a précisé que ce projet, dont la réalisation est suivie par la direction des Equipements publics et situé au quartier Dhar-Cheikh, a atteint un taux d'avancement

de 65%, et sera réceptionné à la mi-année en cours. Il a ajouté que cette structure sanitaire contribuera au renforcement du réseau de santé de la wilaya, à l'amélioration de la qualité des services de santé offerts aux citoyens, ainsi qu'à l'amélioration des conditions professionnelles des différents personnels médicaux. Réalisée sur une superficie totale estimée à 2.800 mètres carrés, cette structure comprend plusieurs services, notamment des salles de consultations médicales, de soins dentaires, de radiologie, en plus d'un laboratoire d'analyses médicales et d'une phar-

macie, selon les explications fournies par les cadres de la direction des Equipements publics. Une enveloppe financière globale estimée à 285 millions de dinars algériens a été allouée à la réalisation de cette structure sanitaire, dont les travaux ont débuté au début de l'année dernière, dans le cadre du programme sectoriel, indique-t-on. Au cours de l'année écoulée, trois polycliniques sont entrées en service dans les communes de Saïda et d'Aïn El-Hadjar, après avoir bénéficié d'opérations d'aménagement et de réhabilitation, ce qui a contribué à réduire la pression enregistrée

sur l'établissement public hospitalier Ahmed Medeghri au chef-lieu de la wilaya. Par ailleurs, le wali a inspecté les travaux d'aménagement extérieur et de réalisation d'un parking au niveau de l'oued Oukrif, au centre-ville du chef-lieu de wilaya, dont l'achèvement est prévu au cours de l'année en cours. Il a également inspecté le projet de réalisation du siège de la direction de la Poste et des télécommunications implanté au quartier Salam 2, dont le taux d'avancement des travaux a atteint 97%, et dont la réception est prévue à la mi-année en cours.

Aïn Temouchent

Plus de 155 projets d'investissement agricoles

Ces projets portent sur diverses filières agricoles, dont 14 projets dédiés à l'élevage de vaches laitières, 10 projets dans la filière avicole, 9 projets liés à l'élevage du cheptel, ainsi qu'un projet portant sur la création d'une unité de production d'aliments de bétail.

Le secteur de l'agriculture dans la wilaya d'Aïn Temouchent s'est renforcé, au cours des dernières années, par la concrétisation de 155 projets d'investissement couvrant différentes filières agricoles, a indiqué, dimanche, le directeur de wilaya du secteur, Mohamed Mehdi Kada. Le responsable a indiqué que le volume des enveloppes financières allouées à la réalisation de ces projets agricoles est estimé à environ 9,80 milliards de dinars, ce qui a permis la concrétisation de 155 projets agricoles dans le cadre des investissements privés, au cours des cinq dernières années. Ces projets ont concerné diverses filières agri-

coles, dont 14 projets dédiés à l'élevage de vaches laitières, 10 projets dans la filière avicole, 9 projets liés à l'élevage du cheptel, ainsi qu'un projet portant sur la création d'une unité de production d'aliments de bétail, a ajouté le directeur de wilaya des Services agricoles. Le domaine de la mécanisation et de la modernisation du secteur a bénéficié de la part la plus importante de ces investissements, à travers la réalisation de 101 projets consacrés à l'acquisition de matériel agricole de différents types, tels que les moissonneuses-batteuses, les tracteurs agricoles et leurs équipements. La wilaya d'Aïn Temouchent a ainsi enregistré un « bond qualitatif » dans le domaine de la mécanisation, grâce au parc

de matériel agricole disponible, selon M. Mehdi Kada. En matière de renforcement des capacités d'irrigation agricole, quatre projets de réalisation de serres ont été concrétisés, en plus de 50 projets dédiés à l'acquisition et à l'équipement de systèmes d'irrigation agricole, couvrant l'ensemble des communes de la wilaya, selon la même source. Le secteur agricole de la wilaya d'Aïn Temouchent connaît, ces dernières années, une dynamique de développement notable dans l'ensemble des filières agricoles, reposant essentiellement sur l'adoption du choix de la modernisation et l'extension des superficies irriguées, dans le but d'améliorer les rendements et de renforcer la production agricole, a conclu le responsable.

PÉRIMÈTRE AGRICOLE D'EL-MEGHAÏER

De nouvelles pistes d'accès à travers la wilaya

De nouvelles pistes d'accès seront ouvertes au niveau des périmètres agricoles à travers les communes de la wilaya d'El-Meghaïer, a-t-on appris dimanche de la direction locale des services agricoles (DSA). Retenues dans le cadre de la consolidation des conditions d'exercice des activités agricoles et le désenclavement des exploitations agricoles de la wilaya, ces opérations portent sur le lancement prochain de l'aménagement de 40 km de pistes agricoles au niveau du périmètre « Thaâlib », d'une superficie de 1.400 ha dans la commune

de Still, scindée en trois lots, avec un délai de réalisation de trois mois. Le programme prévoit également la réalisation prochaine de 50 km de pistes agricoles, scindés en quatre lots, au niveau du périmètre de la concession agricole, couvrant 1.800 ha, dans la région d'El-Baâdj (Ouest de la commune d'Oum-Tiour). Une opération similaire est projetée au niveau du périmètre de Haoud-Smir, s'étendant sur 1.800 ha dans la commune d'El-Meghaïer, a indiqué la même source. Les services agricoles font également état de projets de réalisation de puits pastoraux de 200 m

de profondeur dans les communes de Sidi-Khelil et Djamaa, et deux autres de 150 m dans la zone d'El-Heïcha, commune de Sidi Khelil, en plus de la réhabilitation de deux autres dans la commune de Tendla. Dans le but de rationaliser la consommation électrique et de soutenir le développement agricole durable dans la wilaya, il est fait état de l'équipement en panneaux solaires de certains forages agricoles et pastoraux situés dans les communes de Sidi-Amrane, El-Morrara, Still, Oum-tiour, El-Meghaïer, Djamaa et Tendla.

«OFF FEBRUARY»

Un défi de 28 jours pour se déconnecter des réseaux sociaux



En février, on met son smartphone en sourdine et on découvre la vie sans notifications permanentes. Le « Off February » invite à suspendre l'usage des réseaux sociaux pendant tout le mois de février et à se reconnecter avec le monde réel.

PAR AMEL B.

28 jours pour se libérer de l'hyper-connexion des réseaux sociaux. C'est le défi lancé durant le mois de février, dans plusieurs pays, baptisé le « Off February ». Cette initiative invite à suspendre l'usage des réseaux sociaux pendant tout le mois de février, à se déconnecter des écrans et à lâcher le « scroll » incessant pour retrouver une présence plus active au monde réel. L'objectif est d'encourager la découverte d'activités culturelles, sportives ou créatives qui mobilisent à la fois le corps et l'esprit. « En s'éloignant temporairement du numérique, les utilisateurs redécouvrent le plaisir des échanges directs, du mouvement et du temps long, transformant le mois de février en une parenthèse propice au bien-être et à la reconnexion avec soi-même et les autres. C'est en tout cas l'occasion de nous interroger sur nos usages, voire notre addiction aux écrans. En particulier à notre smartphone qui vibre sans arrêt, nous interrompt, qu'on dégage à la moindre question... », expliquent les experts. En effet, s'il est devenu un compagnon pratique et indispensable, le portable peut aussi faire perdre du temps de cerveau disponible, augmenter notre sédentarité, notre isolement... Selon les experts, « nous passons en moyenne 54 heures par mois à scroller, c'est-à-dire descendre sans fin – et souvent sans fond – au fin fond de nos fils d'actualité. Nous sommes bien souvent conscients de ce temps gâché et pourtant nous restons vulnérables à ces entreprises si bien pensées pour capter efficacement notre attention. La fatigue numérique et la surconnexion se font intensément ressentir, et les utilisateurs se sentent prêts collectivement à tenter, en 2026,

cette expérience lancée dans plusieurs pays dans le monde au travers d'une cinquantaine d'associations ».

Pour limiter l'utilisation du smartphone et sortir de l'hyperconnexion, cette campagne mondiale invite à éteindre les écrans en février. Les experts conseillent de limiter notre usage du portable, en encourageant à désinstaller les applications de réseaux sociaux pendant un mois. L'occasion d'évaluer notre consommation, voire notre dépendance au smartphone et de retrouver un peu de liberté et de temps. « Ce bilan doit prendre en compte la durée, mais surtout le contenu », estiment les experts. Une version développée, corrigée et fluide, en gardant un ton nuancé et bienveillant :

Car il ne faut pas mettre tous les usages numériques dans le même panier. Lire des articles, s'informer ou avoir des échanges nourris sur WhatsApp ne constitue pas nécessairement une perte de temps. L'enjeu est plutôt d'identifier ce que les experts appellent nos « autosaboteurs ». Scrolle-t-on par ennui, par peur de manquer quelque chose ou par manque d'estime de soi ?

Il est également essentiel de faire un bilan à la fin du défi : se demander si l'on s'est réellement déconnecté, quelles difficultés ont été rencontrées et ce que cette expérience a révélé de notre rapport aux écrans. Les spécialistes rappellent l'importance de consulter si l'on identifie une addiction, un traumatisme ou une souffrance psychique sous-jacente. La déconnexion ne doit pas masquer un mal-être, mais au contraire aider à le reconnaître.

A partir de cette étape, il sera possible de décider s'il y a des applications à désinstaller, et lesquelles. Jeux, réseaux sociaux ou notifications. Certaines

applications demandent plus d'attention que d'autres. Jeux, réseaux sociaux ou notifications peuvent être mis en silencieux, déplacés, voire désinstallés. « Certains peuvent commencer par réorganiser leurs applications », expliquent les experts, « par exemple en rangeant tous les jeux dans un dossier plutôt que de les laisser sur la page d'accueil. Car notre cerveau aime la routine et ce qui demande le moins d'énergie : plus il est facile d'ouvrir une application, plus on est tenté de le faire. »

Pour ne pas être en permanence sollicité, il peut être utile de fixer des moments précis dans la journée pour consulter vos mails et réseaux sociaux. « Sinon, vous risquez de nourrir une addiction au portable », avertissent les experts. Une approche progressive peut être efficace : commencer par 30 minutes en mode avion, puis consulter son portable toutes les heures, ou encore réserver une heure par jour, au moment le plus approprié, pour cette tâche.

La déconnexion passe aussi par l'espace. Pas de portable près du lit. Si le dîner sans écran est souvent recommandé, il est suggéré d'étendre cette règle à toute la cuisine pendant le mois de février. L'idée est de favoriser les échanges, les jeux et les moments partagés, plutôt que chacun dans sa bulle.

Il est recommandé de remplacer le temps dédié au smartphone par d'autres sources de dopamine. Se déconnecter, c'est reprendre le contrôle de son temps, savourer l'instant et redécouvrir que le monde réel, celui que l'on touche, regarde et partage, est souvent bien plus captivant que celui qui défile sur un écran.

A.B

EHU D'ORAN

Workshop sur les fistules artério-veineuses

Un workshop médical intitulé « Fistule artério-veineuse 360 » s'est tenu, dimanche à l'Etablissement hospitalo-universitaire (EHU) d'Oran, à l'initiative du service de chirurgie vasculaire, en collaboration avec le service de néphrologie, en vue d'optimiser la prise en charge des patients hémodialysés.

Cette rencontre scientifique et pédagogique vise à mettre en place une nouvelle organisation fondée sur un circuit de soins clair, rapide et sans liste d'attente pour les patients nécessitant la création d'une fistule artério-veineuse, indispensable à la pratique de l'hémodialyse, a indiqué le directeur de l'établissement, Rabah Bar, dans une déclaration à la presse en marge de l'ouverture des travaux de cette rencontre, qui a réuni les équipes médicales et paramédicales de l'EHU.

De son côté, le professeur Bouziane Leila Ahlam, chef du service de chirurgie vasculaire, a expliqué que « dès leur arrivée en consultation, les patients sont immédiatement intégrés dans le circuit de soins, examinés et orientés vers un bilan rapide, avant la programmation de l'intervention chirurgicale dans la même semaine ».

La mise en œuvre de ce dispositif organisationnel, instauré depuis plusieurs années, a permis d'atteindre une cadence pouvant aller jusqu'à une centaine de fistules artério-veineuses réalisées par mois au cours des premières années, tout en éliminant totalement les listes d'attente depuis plus d'un an, a-t-elle précisé.

Le workshop a également porté sur la prise en charge des situations d'urgence, notamment les ruptures de fistule pouvant entraîner des hémorragies graves. A ce titre, un protocole spécifique a été mis en place au niveau de l'EHU, afin d'assurer une intervention rapide, a souligné la même responsable. Par ailleurs, une part importante des travaux a été consacrée à la sensibilisation et à la formation du personnel soignant, en particulier les infirmiers exerçant dans les unités de dialyse et de prélèvement.

Les intervenants ont insisté sur la nécessité de préserver le capital veineux des patients atteints d'insuffisance rénale, notamment en évitant les prélèvements sanguins au niveau des membres susceptibles d'accueillir une future fistule, rappelant que la protection des vaisseaux constitue un enjeu vital pour la survie et l'amélioration de la qualité de vie des patients hémodialysés.

«RETOUR SUR LA LUNE»

Top départ de la mission Artemis II

Quatre astronautes devraient mettre le cap vers la Lune dès le 8 février prochain, quelque cinquante ans après l'arrêt des missions lunaires habitées. Le bimensuel américain «Time» les met à l'honneur en couverture, eux qui feront bientôt partie de l'histoire de la conquête de notre satellite naturel. Reid Wiseman, Victor Glover, Christina Koch et Jeremy Hansen, parie Time, qui met en couverture les quatre astronautes. Avec un titre plein d'enthousiasme : «Back to the Moon [Retour sur la Lune]». Car si tout se passe comme prévu, ils décolleront le 8 février du Centre spatial Kennedy de

la Nasa, en Floride, pour une mission de dix jours durant laquelle, à bord du vaisseau lunaire Orion, ils survoleront la Lune. Au cours de cette mission, ils réaliseront de nombreux tests préparatoires pour la mission suivante, Artemis III, celle qui marquera le grand retour des humains sur le sol lunaire. «Ce n'est pas la première expédition humaine vers la Lune, mais ce sera la première depuis 1972, quand l'équipage d'Apollo 17 est rentré et que le programme lunaire Apollo a été abandonné.»

Que va-t-il se passer ? «Artemis II va avoir une trajectoire relativement simple pour

une mission sur laquelle repose tant d'espoir», annonce Time. De fait, après son lancement, elle va réaliser deux larges orbites autour de la Terre puis se diriger vers la Lune. Les astronautes d'Artemis II, Reid Wiseman, Victor Glover et Christina Koch, membres de la Nasa, ainsi que Jeremy Hansen, membre de l'Agence spatiale canadienne, seront les premiers humains à voyager aussi loin dans l'espace. De fait, ils parcourront environ 7 565 kilomètres au-delà de la face cachée de la Lune, une distance beaucoup plus grande que le précédent record (254 kilomètres), détenu par

l'équipage d'Apollo 13.

«De cette distance [à plus de 7 500 kilomètres de la Lune], l'équipage pourra prendre des photos spectaculaires, avec dans le même cadre la courbure de la Lune et celle de la Terre à l'arrière-plan», se réjouit Time Magazine, qui s'enthousiasme aussi de la composition de l'équipage, qui comprendra pour la première fois une femme (Christina Koch), mais aussi, et c'est également une première, une personne de couleur (Victor Glover) et, encore une première, un non-Américain (le Canadien Jeremy Hansen).

SANTÉ

Le Malawi déclare une épidémie de poliovirus

Le gouvernement du Malawi a déclaré une épidémie de poliovirus de type 2 dérivé d'une souche vaccinale (cVDPV2) après sa détection dans des échantillons environnementaux, ont annoncé samedi des responsables du ministère de la Santé. Le secrétaire à la Santé et à l'Assainissement, Dan Namarika, a indiqué que le virus a été identifié lors d'une surveillance de routine des eaux usées sur deux sites de la ville commerciale de Blantyre.

Le ministère a averti que le virus présente de graves risques pour la santé et peut provoquer une paralysie irréversible, en particulier chez les enfants, de manière similaire au poliovirus sauvage.

« Sur la base des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le ministère travaille sans relâche pour renforcer les mesures de riposte afin de contenir l'épidémie, comme nous l'avons fait en 2022. Nous appelons donc la population à respecter les mesures d'hygiène alimentaire pour prévenir la propagation du virus et à veiller à ce que les enfants soient entièrement vaccinés », a déclaré Namarika. « Nous mettons en place des plans pour mener des campagnes de vaccination supplémentaires afin de protéger les enfants et d'empêcher toute transmission supplémentaire », a-t-il ajouté. Le Malawi avait mené sa dernière riposte contre la polio en 2022, à la suite d'une épidémie de poliovirus sauvage de type 1. En février 2022, après 30 ans sans cas, le pays avait déclaré une épidémie de polio après la détection d'un cas de poliovirus sauvage chez un enfant de 14 ans. Depuis lors, aucun cas de polio n'avait été enregistré jusqu'à présent. Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) travaille avec le gouvernement malawite dans la lutte pour l'éradication de la polio. Outre l'acquisition de 6,8 millions de doses de vaccin, l'UNICEF a également soutenu le renforcement de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement en vaccination.

La polio affecte le système nerveux et, si elle n'est pas maîtrisée, peut entraîner des handicaps physiques.

IRAK

Le Parlement irakien reporte à nouveau la désignation du chef de l'Etat

Le Parlement irakien a ajourné dimanche, pour la deuxième fois en quelques jours, l'élection du président du pays, a annoncé l'agence de presse officielle Ina.

Le vote a été reporté faute de quorum, a rapporté l'agence Ina, qui n'a pas précisé si une nouvelle date avait été fixée. Conformément au système de partage du pouvoir en vigueur en Irak, le poste de Premier ministre revient à un chiite, la présidence du Parlement à un sunnite et la présidence de la République, un poste largement honorifique, est attribuée à un Kurde. Mais les partis kurdes n'ont pas réussi à s'entendre sur un candidat, qui doit ensuite être soutenu par les autres blocs et obtenir une majorité des deux tiers au Parlement.

Une fois élu, le président disposera de 15 jours pour nommer le chef du gouvernement.

Ce poste de Premier ministre est censé revenir à Nouri al-Maliki.

Costa Rica

Laura Fernandez Delgado remporte la présidentielle

Avec 326 733 voix, soit 53 % des suffrages, Fernandez Delgado est en tête du dépouillement préliminaire, dépassant largement le seuil des 40 % requis pour l'emporter dès le premier tour.

Au

Costa Rica, Laura Fernandez Delgado, candidate conservatrice du Parti du Peuple Souverain, est en tête de l'élection présidentielle, a annoncé dimanche le Tribunal suprême électoral (TSE).

Considérée comme l'héritière politique du président sortant Rodrigo Chaves Robles, Fernandez Delgado devance largement ses adversaires et devrait remporter l'élection dès le premier tour, selon les résultats préliminaires, alors que plus d'un tiers des bureaux de vote ont été dépouillés. Le TSE a initialement indiqué que les votes de 2 228 bureaux de vote sur 7 154 avaient été comptabilisés, soit 31,14 % des suffrages exprimés, et qu'il continuerait à mettre à jour les résultats. Avec 326 733 voix, soit 53 % des suffrages, Fernandez Delgado est en tête du dépouillement préliminaire, dépassant largement le seuil des 40 % requis pour l'emporter dès le premier tour. En deuxième position, on trouve Alvaro Ramos, du Parti de la libération nationale, qui a recueilli 185 257 voix, soit environ 30,06 %. Avec 88,43 % des bureaux de vote dépouillés, Fernandez Delgado reste en tête de la course présidentielle avec 48,51 % des suffrages, soit un peu plus d'un million de bulletins. Le candidat de droite est en passe de remporter l'élection dès le premier tour, ayant franchi le seuil légal de 40 %. Son principal rival, le candidat de gauche Ramos, stagne à 33,32 % des voix, tandis que le Parti libéral a obtenu 750 585 voix. Ces élections ont été marquées par un nombre exceptionnellement élevé de candidats,



avec 20 prétendants au pouvoir. Cependant, 18 d'entre eux n'ont pas dépassé les 4 % des suffrages lors du dépouillement préliminaire. Bien que les autorités électorales n'aient pas encore officiellement déclaré Fernandez vainqueur des élections générales de 2026, certains ont déjà célébré la victoire décisive du conservateur. Des voisins et alliés, comme le président salvadorien Nayib Bukele, dont elle a déclaré vouloir s'inspirer pour sa stratégie de sécurité, ont félicité

citée Laura Fernandez pour sa victoire.

« Je viens de féliciter par téléphone la présidente élue du Costa Rica, Laura Fernandez. Je lui souhaite plein succès dans ses fonctions et tout le meilleur au peuple frère du Costa Rica », a écrit Bukele sur la plateforme américaine X. Les élections ont également été marquées par une forte participation, le TSE faisant état d'un taux de participation de 66,96 % et d'une abstention de 33,04 %.

ALLEMAGNE

Une grève paralyse les transports publics

Des millions de voyageurs à travers l'Allemagne ont cherché des solutions alternatives lundi, alors qu'une grève d'avertissement nationale des travailleurs des transports publics a quasiment paralysé les bus, tramways et métros.

Le syndicat Verdi a appelé environ 100 000 employés de quelque 150 entreprises municipales de transport à cesser le travail pendant 24 heures à partir de 3 heures du matin, heure locale (02h00 GMT). La grève a touché tous les Länder, à l'exception de la Basse-Saxe. La pointe du matin de lundi a connu les perturbations les plus sévères dans les grandes villes, notamment Berlin, Hambourg,

Cologne, Düsseldorf, Francfort, Stuttgart et Munich, où les services de bus, de métro et de tramway ont été largement annulés. Le négociateur de Verdi, Serat Canyon, a défendu la grève, affirmant que les employeurs n'avaient laissé au syndicat aucun autre choix. « Notre priorité est de progresser à la table des négociations », a déclaré Canyon aux médias locaux. Il a indiqué que les employeurs avaient refusé de répondre sérieusement aux revendications du syndicat, qui étaient sur la table depuis deux mois. Le syndicat réclame une réduction significative de la durée hebdomadaire de travail et des horaires, des périodes de repos plus longues ainsi que des majorations salariales plus élevées pour le travail de nuit et le travail du week-end. Dans plusieurs Länder, notamment la Bavière, le Brandebourg, la Sarre et la Thuringe, Verdi négocie également des augmentations salariales avec les entreprises et opérateurs de transports municipaux.

ZELENSKY

«De nouvelles négociations de paix attendues la semaine prochaine»

Le président, Volodymyr Zelensky, a déclaré samedi que l'Ukraine attendait davantage d'informations de la part des États-Unis concernant la poursuite des pourparlers de paix et s'attendait à ce que de nouvelles réunions aient lieu la semaine prochaine, selon Reuters. Cette annonce, faite lors de l'allocution nocturne quotidienne du dirigeant, semble suggérer que la réunion prévue dimanche entre les délégations de l'Ukraine, de la Russie et des États-Unis n'aura pas lieu. Les trois parties ont tenu une série de pourparlers il y a une semaine. « Nous sommes en communication constante avec la partie américaine et attendons d'elle des détails précis concernant les prochaines réunions », a déclaré Volodymyr Zelensky. « L'Ukraine est prête à travailler dans tous les formats de travail. Il est important qu'il y ait des résultats et que les réunions aient lieu. Nous comptons sur les réunions de la semaine prochaine et nous nous y préparons. »

L'envoyé américain Steve Witkoff, qui tenait samedi en Floride des discussions avec des représentants américains et l'envoyé russe Kirill Dmitriev, les a qualifiées de « productives et constructives ».



Pakistan

Plus d'une centaine de morts dans une série d'attaques

Plus d'une centaine de personnes, dont 92 saillants, 18 civils et 15 membres des forces de sécurité, ont péri samedi dans le sud-ouest du Pakistan lors d'une série d'attaques « coordonnées » revendiquées par les séparatistes de la province du Baloutchistan, selon l'armée. Le Pakistan fait face depuis des décennies à une insurrection séparatiste au Baloutchistan. Les attaques sont fréquentes contre les forces de sécurité, les ressortissants étrangers et les Pakistanais venus d'autres régions du pays dans cette province riche en minerais mais pauvre, frontalière de l'Afghanistan et de l'Iran. Le service de presse de l'armée (ISPR) a indiqué, dans un communiqué, que des attaques avaient eu lieu à plusieurs endroits, notamment à Quetta, la capitale



provinciale, et à Gwadar.

« Dix-huit civils innocents » et 15 membres des forces de sécurité ont été tués, a annoncé l'ISPR, sans plus de détails sur les circonstances de la mort des civils. La même source a également fait état de 92 rebelles tués, dont « trois kamikazes ». Un haut responsable militaire à Islamabad a déclaré que les attaques étaient « coordonnées mais mal exécutées », ajoutant qu'elles avaient « échoué en raison d'une mauvaise planification et d'un effondrement rapide face à une réponse sécuritaire efficace ». Les attaques commises samedi interviennent au lendemain d'affirmations de l'armée pakistanaise selon lesquelles elle a tué des dizaines de rebelles séparatistes au Baloutchistan.

COUPES AFRICAINES DES CLUBS

Succès insuffisant pour le MCA

La quatrième journée des compétitions africaines a mis en lumière des trajectoires contrastées pour les clubs algériens engagés sur la scène continentale. Si le MC Alger a enfin retrouvé le chemin de la victoire en Ligue des champions, sa situation reste précaire. À l'opposé, l'USM Alger et le CR Belouizdad poursuivent leur parcours sans encombre en Coupe de la Confédération, où ils ont d'ores et déjà validé leur qualification pour les quarts de finale.

En Ligue des champions d'Afrique (groupe C), le MC Alger a signé une victoire capitale face au St-Eloi Lupopo (2-0), dimanche soir au stade Ali-Ammar de Douéra. Après une première période équilibrée et pauvre en occasions, les Vert et Rouge ont accéléré après la pause. Marwane Khelif a débloquent la situation à la 54e minute, avant que Zakaria Naïdji ne confirme le succès algérois en fin de rencontre (82e). Un résultat qui permet au « Doyen » de rester mathématiquement en lice pour une place en quarts de finale. Néanmoins, ce sursaut ne masque pas les difficultés accumulées depuis le début de la phase de poules. Avec seulement quatre points, le MCA occupe toujours la troisième place, derrière Al Hilal SC (8 pts) et Mamelodi Sundowns (5 pts). La marge d'erreur est désormais nulle : les Algérois devront impérativement remporter leurs deux dernières rencontres. Une mission particulièrement délicate, d'autant plus qu'elle comprend un déplacement en Afrique du Sud face à Sundowns, réputé intraitable à domicile, tout en restant tributaire des résultats des autres matchs du groupe. Dans ces conditions,

la qualification du MCA s'apparente toujours à un véritable défi.

L'USMA et le CRB déjà qualifiés

En Coupe de la Confédération africaine, la dynamique est tout autre pour les deux représentants algériens. Dans le groupe A, l'USM Alger a ramené un nul précieux de Bamako face au Djoliba AC (0-0). Ce résultat permet aux Rouge et Noir de conforter leur fauteuil de leader avec dix points, confirmant leur régularité et leur solidité tout au long de cette phase. À deux journées de la fin, l'USMA est idéalement placée pour aborder sereinement la suite de la compétition. Dans le groupe C, le CR Belouizdad a, lui aussi, marqué les esprits en s'imposant largement à l'extérieur contre le FC Stellenbosch (3-0). Les réalisations de Mohamed Benhammouda, Abdenour Belhocini et Islam Abbaci ont illustré la maîtrise collective du Chabab, désormais solidement installé en tête avec neuf points. Cette victoire probante scelle pratiquement la

qualification du CRB pour les quarts de finale. Au terme de cette journée, le contraste est net : alors que le MCA reste sous forte pression et voit ses chances de qualification sérieusement compromises malgré sa victoire, l'USMA et le CRB avancent avec assurance, confirmant la bonne tenue des clubs algériens dans les compétitions africaines.

H.M.



L1- Mobilis (17e journée)

Duels décisifs pour le MCO et le CSC

Reportée la semaine passée en raison des conditions météorologiques difficiles, la 17e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis se jouera finalement ce mardi 3 et mercredi 4 février. Elle sera marquée par l'absence de plusieurs cadors du haut du tableau, notamment le MCA, le CRB, l'USMA et la JS Kabylie, retenus par leurs engagements en compétitions continentales. Une situation qui pourrait profiter à certaines équipes en quête de confirmation ou de relance. A Oran, le MC Oran accueillera l'Olympique Akbou dans un duel direct entre deux formations proches au classement. En quête de stabilité après une série de résultats irréguliers, les hommes de Juan Carlos Garrido savent qu'un succès est impératif s'ils veulent se rapprocher du podium et viser provisoirement la deuxième place. Mais la tâche s'annonce compliquée face à des Akbouciens déterminés à réagir après leur

récente défaite face à l'ES Mostaganem. De son côté, le CS Constantine entend lancer idéalement sa phase retour. Renforcés lors du mercato hivernal, les Sanafir ambitionnent de redresser la barre et cela passe par une victoire à domicile face à l'ES Mostaganem. Sur la pelouse du stade Hamlaoui, les Constantinois comptent sur l'appui de leur public pour empocher les trois points et amorcer une dynamique positive. Dixième au classement, l'USM Khenchela tentera de se relancer à l'occasion de la réception de l'ASO Chlef. Les locaux viseront un succès pour s'éloigner de la zone dangereuse, tandis que les Chélifiens, vainqueurs récemment du Paradou AC, chercheront à limiter les dégâts afin de ne pas compromettre leur situation. L'ES Sétif, également renforcée cet hiver, aura fort à faire face à une JS Saoura toujours difficile à manœuvrer sur ses bases. Enfin, le derby du

Sud entre le MC El Bayadh et le MB Rouissat promet une confrontation intense. Derniers au classement, les Bayadhis sont conscients de l'importance de cette rencontre et n'auront d'autre choix que de s'imposer pour espérer quitter la zone rouge.

H.M.

Le programme :
Mardi 03 février :
 MCO-OA (17h)
 CSC-ESM (17h)
Mercredi 04 février :
 USMK-ASO (15h)
 MCEB-MBR (15h)
 JSS-ESS (16h)
 PAC-CRB (reporté)
 MCA-USMA (reporté)
 JSK-ESBA (reporté)

Etoile du Sahel

Boutmane signe pour une saison et demi

Le milieu de terrain algérien Zineddine Boutmane s'est engagé avec l'Etoile Sportive du Sahel pour une saison et demi, a indiqué le club tunisien de Ligue 1 professionnelle de football sur ses réseaux sociaux. Agé de 25 ans, le joueur effectue ainsi son retour au sein du club, qu'il avait déjà représenté entre 2021 et 2023. Au cours de sa carrière, Boutmane a porté les couleurs de plusieurs clubs algériens, notamment le NA Hussein-Dey,

le CR Belouizdad et l'ASO Chlef. Il a également été international algérien avec l'équipe A, contribuant au sacre de l'Algérie lors de la Coupe arabe de la FIFA 2021 disputée au Qatar. Cette signature constitue la troisième recrue de l'Etoile du Sahel lors de ce mercato, après celles du milieu de terrain Oussama Abid et du latéral droit Wajdi Kechrida, tous deux engagés pour une saison et demi. Le club sahélien ambitionne ainsi de renforcer

son effectif afin de mettre fin à la série de résultats négatifs enregistrés cette saison et d'améliorer sa position au classement du championnat de Ligue 1 professionnelle.



CAN FÉMININE 2026

Le Maroc fait faux bond

Coupe de théâtre, la CAN féminine 2026 qui devait avoir lieu au Maroc dans un mois, va finalement être organisée par l'Afrique du Sud ! À la surprise générale, la vice-ministre des sports d'Afrique du Sud, Mme Peace Mabe, a annoncé lors de la cérémonie des Awards de Super League (championnat), que son pays allait organiser la CAN féminine 2026 à la place du Maroc. Elle dira : « Une opportunité s'est offerte à nous et nous l'avons saisie, car nous avons les infrastructures et le soutien. Quand le Maroc a dit qu'il n'était pas capable d'accueillir le tournoi, nous avons dit, oui nous sommes prêts ! » Il n'y a pas eu de

communication pour le moment de la part du Maroc, ni de la CAF. On ne sait pas si le pays boude après les sanctions à son encontre après la finale de la CAN 2025 mais il s'agit tout de même de la deuxième fois en onze ans que le pays « plante » le continent à quelques semaines d'un événement. Ce fut le cas pour la CAN 2015 que le Maroc a refusé d'organiser pour cause d'épidémie d'Ebola et que finalement la Guinée Equatoriale a repris ça au pied levé. La fédération marocaine avait été sanctionnée et interdite de participer aux deux CAN suivantes mais le TAS les a annulées. En 2021, c'est autour de la CAN U17 au Maroc

d'être annulée à quelques jours du début de la compétition mais cette fois-ci la raison est plus crédible, il s'agissait de l'épidémie mondiale de Covid 19...

SCO ANGERS
Abdelli proche de l'OM

Le dossier Himad Abdelli touche enfin à son dénouement du côté de l'Olympique de Marseille. Après plusieurs semaines de négociations intenses durant ce mercato hivernal, l'OM et Angers sont parvenus à un accord total pour le transfert de l'international algérien, mettant un terme à l'un des feuilletons les plus suivis de l'hiver. Selon les dernières informations confirmées par La Provence et La Minute OM sur X, les dirigeants marseillais ont réussi à s'entendre avec leurs homologues angevins dans les toutes dernières heures du marché des transferts. Longtemps réticente à l'idée de céder son maître à jouer, la direction d'Angers a finalement revu sa position, consciente de la volonté ferme du joueur de changer d'air dès cet hiver. Un terrain d'entente avait déjà été trouvé depuis plusieurs jours entre Himad Abdelli et l'OM sur le plan contractuel. Le milieu de terrain algérien s'est mis d'accord pour un bail longue durée courant jusqu'en 2031, preuve de la confiance accordée par le club phocéen à son potentiel. Restait alors à débloquent la situation entre les deux clubs, ce qui est désormais chose faite. Le montant de la transaction est estimé à environ 3 millions d'euros, bonus compris, une somme inférieure aux exigences initiales d'Angers, qui réclamait près de 5 millions d'euros pour un joueur dont le contrat arrivait à échéance l'été prochain. L'arrivée du joueur à Marseille est donc imminente, et Abdelli est attendu dès ce lundi matin pour passer sa visite médicale avant l'officialisation de son transfert durant la journée. A l'OM, Himad Abdelli retrouvera notamment son compatriote Amine Gouiri, et viendra renforcer un secteur du milieu de terrain en quête de créativité et de constance pour la saison. Le milieu de terrain algérien s'est mis d'accord pour un bail longue durée courant jusqu'en 2031, preuve de la confiance accordée par le club phocéen à son potentiel. Restait alors à débloquent la situation entre les deux clubs, ce qui est désormais chose faite. Le montant de la transaction est estimé à environ 3 millions d'euros, bonus compris, une somme inférieure aux exigences initiales d'Angers, qui réclamait près de 5 millions d'euros pour un joueur dont le contrat arrivait à échéance l'été prochain. L'arrivée du joueur à Marseille est donc imminente, et Abdelli est attendu dès ce lundi matin pour passer sa visite médicale avant l'officialisation de son transfert durant la journée. A l'OM, Himad Abdelli retrouvera notamment son compatriote Amine Gouiri, et viendra renforcer un secteur du milieu de terrain en quête de créativité et de constance pour la saison.

L1

Le PSG reprend leadership

Vainqueur de Strasbourg (2-1) dans la douleur, le Paris SG a récupéré la tête de la Ligue 1 devant Lens dimanche soir en clôture de la 20e journée de Ligue 1, tandis que Lyon, tombeur de Lille, a poursuivi sa série de victoires et recolle au podium. Une semaine avant un «Classique» bouillant contre un Marseille en crise de nerfs, les Parisiens ont assuré l'essentiel en reprenant leur place de leader, à deux longueurs devant les Sang et or. Après un sauvetage sur pénalty de Matvei Safonov face à Joaquin Panichelli (21e), les Parisiens ont ouvert le score dans la foulée, Senny Mayulu faisant mouche après une erreur de relance de Mamadou Sarr (1-0, 22e). Pas refroidis, les Strasbourgeois n'ont pas tardé à exploiter les espaces laissés par la défense parisienne avec Guéla Doué (27e). Mais même réduits à 10 après l'expulsion d'Achraf Hakimi (75e) pour une semelle, les Parisiens ont renversé le match grâce à une tête de Nuno Mendes (81e), propulsant un centre de Warren Zaïre-Emery dans les cages des locaux. Les Alsaciens, qui restaient sur deux victoires en championnat, conservent leur septième place, à un point du Top 6.

Lyon inarrêtable

Vainqueurs du LOSC (1-0) en signant leur dixième victoire consécutive toutes compétitions confondues, les Lyonnais pointent eux à la 4e place du championnat, à égalité de points (39) avec l'OM (3e), freiné chez le Paris FC samedi (2-2). Grâce à un but du jeune milieu danois Noah Nartey, décisif pour sa première titularisation, les Rhodaniens relèguent les Dogues (5e) à sept longueurs. Malgré une prestation d'ensemble bien plus solide que lors de leur déroute à domicile contre Strasbourg (1-4), les hommes de Bruno Genesio, peu réalistes sur leurs occasions, ne sont pas parvenus à enrayer leur mauvaise dynamique, avec une quatrième défaite d'affilée en championnat. La série noire de Nice, qui avait mis fin à un enchaînement de huit matches sans succès en étrillant Nantes (4-1), a elle un temps hanté le Gym, qui a finalement accroché Brest (2-2). Menés 2-0 à domicile, les Azuréens ont rebondi grâce à Ali Abdi sur corner (62e), puis Elye Wahi (71e), arrivé début janvier et déjà auteur de son troisième but avec l'OGC Nice en cinq rencontres. Ce nul permet aux hommes de Claude Puel de décrocher un point salvateur: treizièmes devant le Paris FC, ils comptent 8 points d'avance sur le barragiste Nantes (16e). Les Canaris sont sous la menace d'Auxerre (17e), revenu à une longueur grâce à son nul décroché sur la pelouse de Toulouse (0-0). Le Téfécé a raté l'occasion de rejoindre les places européennes, même s'il s'en rapproche, 8e à une longueur de Rennes (6e, 31 points).

LIGA

Le Real Madrid évite la crise

Sauvé par un pénalty à la 100e minute de Kylian Mbappé, le Real Madrid a évité de justesse une nouvelle crise dimanche en s'imposant (2-1) face au Rayo Vallecano sous les sifflets de son public au stade Santiago Bernabéu.



Encore proche du néant collectivement, le géant espagnol a arraché la victoire au bout du temps additionnel grâce au sang-froid de l'attaquant français, qui a transformé sans trembler un pénalty provoqué par le Marocain Brahim Diaz (90e+10, 2-1). Ce 22e but en championnat du capitaine des Bleus, le 37e toutes compétitions confondues, permet au Real (2e, 54 points) de rester au contact de son éternel rival, le FC Barcelone (1er, 55 points), vainqueur samedi à Elche (3-1). Auteur d'un festival sur son aile gauche, l'attaquant brésilien Vinicius Junior, joueur le plus ciblé par le public, avait répondu aux sifflets en ouvrant le score d'un frappe limpide dans la lucarne (15e, 1-0). Mais le club madrilène s'est laissé surprendre en seconde période par l'international espagnol Jorge de Frutos (49e, 1-1). Les hommes d'Álvaro Arbeloa, sauvés - comme souvent - par une parade décisive de leur gardien Thibaut Courtois à l'heure

de jeu (64e), ont cru reprendre l'avantage quelques minutes plus tard mais Mbappé a trouvé la barre (68e) alors qu'il avait effacé le gardien adverse sorti loin de son but.

Bellingham blessé

A onze contre dix suite à l'expulsion logique du Sénégalais Pathé Cissé (80e), les Merengues ont touché une nouvelle fois le montant sur une tête d'Eduardo Camavinga (85e). Mais ils ont fini par obtenir un pénalty qu'ils réclamaient depuis le début de la rencontre, transformé par Mbappé (90e+10, 2-1). La libération du Bernabéu, quatre jours après la débâcle contre Benfica (4-2) en Ligue des champions, fut bien réelle, mais disparate. Signe que la crise n'est encore pas loin. D'autant que le Real a perdu pour plusieurs semaines son milieu de terrain anglais Jude Bellingham, sorti dès la 10e minute de jeu et blessé à la cuisse gauche, a confirmé le club après la rencontre.

En supériorité numérique en fin de partie, l'Athletic Bilbao (11e, 25 points) a frustré son voisin basque de la Real Sociedad (8e, 28 points) dans les derniers instants d'un derby animé (1-1) grâce à un slalom exceptionnel d'Inigo Ruiz de Galarreta (88e) répondant à l'ancien Parisien Gonçalo Guedes (37e). Dans la course à l'Europe, le Betis Séville (35 points), vainqueur sur le fil (2-1) contre Valence (15e, 23 points) a lui récupéré sa cinquième place en doublant l'Espanyol Barcelone (6e, 34 points), tandis que le Celta Vigo (7e, 33 points) n'a pu ramener qu'un point de son déplacement à Getafe (16e, 23 points).

AL ITTIHAD

Kanté vers Fenerbahçe

En plus de Karim Benzema, qui a un accord pour rejoindre Al Hilal, Al Ittihad s'apprête à perdre un autre international français. Selon des informations, un accord de principe a été trouvé entre le club saoudien et Fenerbahçe pour N'Golo Kanté. Les derniers détails doivent être finalisés. L'ancien joueur de Chelsea est attendu à Istanbul dans les prochaines heures, dans le cadre d'une opération avec une indemnité de transfert légèrement inférieure à 5 millions d'euros. Il gnera ensuite un contrat jusqu'en 2028. Arrivé en Arabie saoudite en 2023, le champion du monde 2018 a disputé 105 matchs toutes compétitions en deux saisons et demie (10 buts, 11 passes décisives).



Premier League

Manchester City stoppé, Aston Villa tombe

Le leader Arsenal sort vainqueur du week-end de Premier League après le faux-pas dimanche soir de son dauphin Manchester City à Tottenham (2-2), malgré deux buts d'avance, et le revers d'Aston Villa contre Brentford, à domicile et en supériorité numérique. La palme d'or du suspense a été attribuée à Manchester United, tombeur de Fulham (3-2) au bout d'un sommet en forme de montagnes russes. Les Red Devils (4es, 41 pts) et leur nouvel entraîneur Michael Carrick se rapprochent du podium après ce troisième succès en trois matches. Mais tout en haut de la pyramide, c'est Arsenal (1er, 53 pts) qui sourit. Au lendemain de son triomphe à Leeds (4-0), le leader a accru son avance devant Manchester City (2e, 47 pts) et Aston Villa (3e, 46 pts). A Londres, les Citizens ont dominé une équipe de Tottenham en grande souffrance avant la pause, mais ils se sont fait soufflés par le dynamisme retrouvé de leurs hôtes en seconde période. L'avant-centre Dominic Solanke a inscrit deux buts (53e, 70e), dont l'un de toute beauté d'une aile de pigeon, pour effacer ceux de Rayan Cherki (11e) et Antoine Se-

menyo (44e). A l'infirmerie entre août et janvier, le N.9 anglais signe un retour fracassant à la compétition. Le point obtenu ne permet pas à Tottenham de décoller de la 14e place. Mais ses supporters ont chanté et applaudi au coup de sifflet final, ce qui est une victoire en soi dans ces temps troublés.

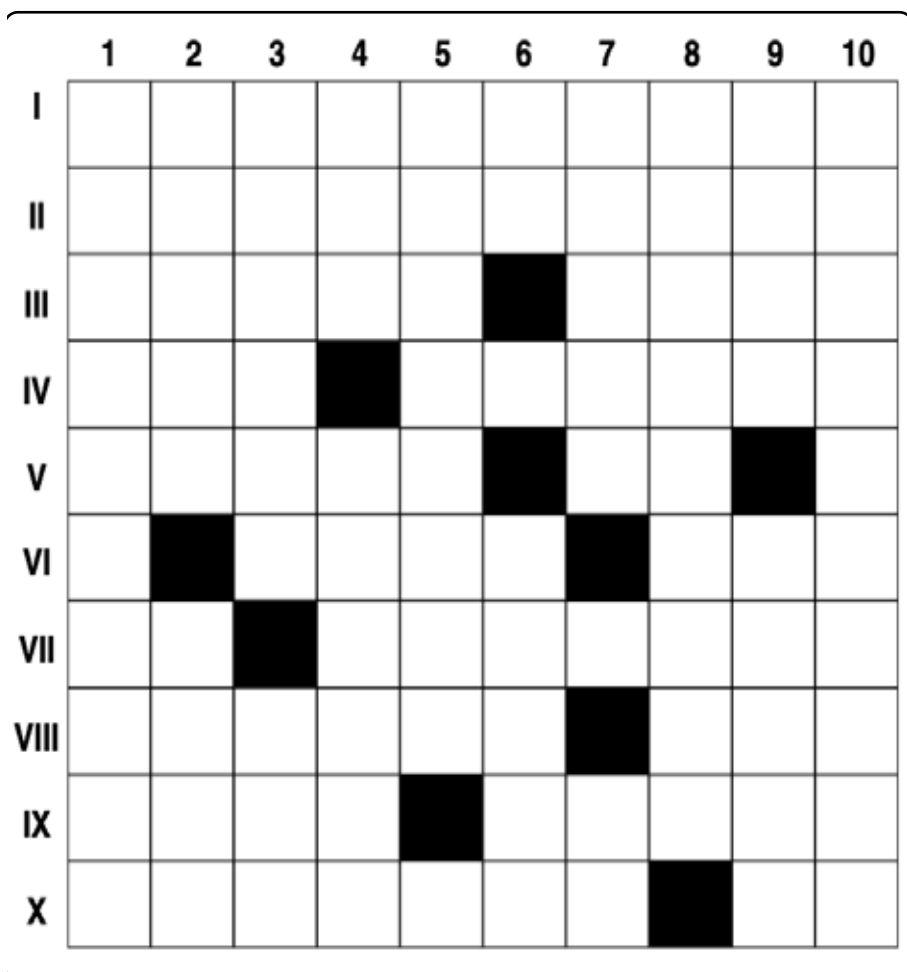
Carrick en plein rêve

A l'inverse, Man City peut s'en vouloir d'avoir perdu deux points peut-être vitaux dans la lutte à distance avec Arsenal. Manchester United, de son côté, a prolongé les débuts parfaits de Michael Carrick. En l'espace de deux semaines, le nouvel entraîneur a aligné trois victoires consécutives (en autant de matches joués), ce que son prédécesseur Ruben Amorim n'avait réussi qu'une fois en quatorze mois. Après Manchester City (2-0) et Arsenal (3-2) lors des journées précédentes, c'est Fulham qui est tombé à Old Trafford, au bout d'une rencontre à suspense. Les Red Devils ont mené 2-0, concédé deux buts dans le dernier quart d'heure

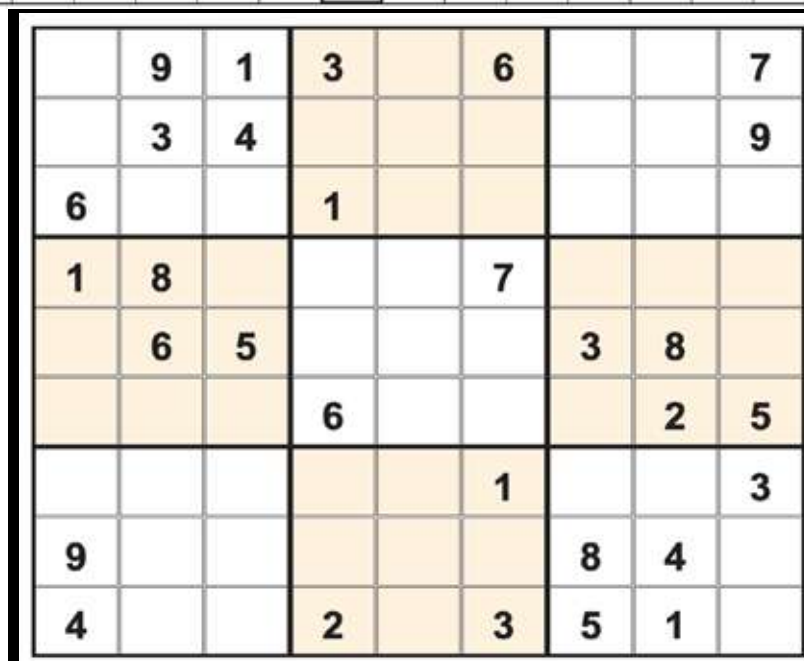
(85e, 90e+1) et, finalement, trouvé la délivrance d'une frappe de Benjamin Sesko dans le temps additionnel (90e+4). La très mauvaise opération du week-end revient à Aston Villa, battu 1-0 par Brentford à la maison, après avoir pourtant disputé plus de la moitié du match à onze contre dix. Kevin Schade a été exclu pour avoir essuyé ses crampons sur l'entrejambe de Matty Cash (42e) peu avant la mi-temps. Et contre toute attente, les visiteurs ont pris l'avantage quelques minutes plus tard avec un tir en force de Dango Ouattara dans un angle fermé (45e+1). La recrue des Villans, Tammy Abraham, a bien marqué à la reprise (49e), mais le ballon était sorti en touche au départ de l'action, ce que la VAR a mis en évidence après un long examen. Dans l'autre rencontre jouée dimanche, Crystal Palace a ramené un point de Nottingham Forest (1-1).

LES MOTS FLÉCHÉS

1. Gros oeuvre...ou grand oeuvre, c'est selon.
2. Surchargé. La troupe des sans grade. 3. Héros avisé de la guerre de Troie. Défunte Allemagne.
4. Les orgues de Staline, en abrégé. Bambocheur.
5. Monte en l'air (et y reste). 6. Devant la Vierge. Os de vertébré. 7. Pied de vers. Coutumes.
8. Bourgeoisie révolutionnaire. 9. Grand lac. Maladie de l'oreille. 10. Activité où excellait Louis XVI.



SUDOKO



7	8	5	6	9	1	3	2	4
6	3	2	5	4	7	9	8	1
4	1	9	8	2	3	5	6	7
9	7	8	3	5	2	4	1	6
5	2	1	4	8	6	7	9	3
3	4	6	1	7	9	2	5	8
1	6	4	9	3	5	8	7	2
8	9	7	2	6	4	1	3	5
2	5	3	7	1	8	6	4	9

SUDOKO — LES MOTS CROISÉS



POLITIQUE CULTURELLE

Le ministère de la Culture dévoile les projets soutenus et ouvre l'appel à candidatures pour 2026

Appels à projets, soutien à la création, retour de grands noms et émergence de nouvelles voix, la sélection 2025 du ministère de la Culture et des Arts offre un panorama dense de la production cinématographique et artistique algérienne, tout en préparant le terrain pour les candidatures de l'année 2026.



NASSIM TERKI

Le ministère de la Culture et des Arts a rendu publique, samedi, la liste des projets artistiques et cinématographiques retenus pour l'année en cours et annoncé, dans le même mouvement, l'ouverture des candidatures pour les aides financières destinées aux porteurs de projets cinématographiques en 2026. L'initiative s'inscrit dans la politique nationale de soutien à la création, qui vise à accompagner les artistes à chaque étape du processus de production et à renforcer la présence de l'audiovisuel algérien. La sélection 2025 met en évidence une scène en pleine effervescence, où réalisateurs confirmés et jeunes auteurs se côtoient. Parmi les figures majeures, Merzak Allouache obtient un soutien pour son nouveau projet, Sablothérapie. De son côté, Anis Djaâd, connu pour ses courts-métrages primés, revient avec À l'ombre des absents. Le comédien et cinéaste Athmane Ariouet signe également son retour avec Ana béri ouin,

après plusieurs années d'absence. Au total, onze longs-métrages bénéficient d'un appui public. Huit courts-métrages ont été retenus, dont La revanche de Diraf de Mouni Boualem. Cette catégorie continue de jouer un rôle essentiel dans l'expérimentation et l'émergence de nouvelles écritures cinématographiques. Dix projets documentaires figurent également dans la liste, parmi lesquels Ahalil entre hier et aujourd'hui de Belkacem Hadjadj et Mots libérés de Saïd Oulmi. La catégorie Écriture compte six projets, proposant aux auteurs des résidences dédiées au développement de scénarios et un accompagnement professionnel destiné à consolider les nouvelles voix du secteur. Cinq films en phase de postproduction seront soutenus, dont La Révoltée du réalisateur Saïd Mehdaoui, connu pour son approche mêlant fiction et regard social. Le financement accordé à cette étape vise à garantir la finition technique des œuvres et leur circulation dans les circuits de diffusion. Le ministère a également arrêté sa sélection dans les domaines musicaux et chorégra-

phiques, deux projets ont été retenus, le spectacle chorégraphique Voyage et l'opérette Flambeau de la patrie, témoignant de la diversité des propositions présentées cette année. Le théâtre occupe, comme chaque année, une place importante. Vingt-trois projets seront accompagnés à travers les théâtres régionaux et le Théâtre national algérien. La sélection mêle créations contemporaines, textes explorant des thématiques sociales ou psychologiques et relectures d'œuvres classiques. Une attention particulière est accordée au jeune public, avec quatre spectacles destinés aux enfants, parmi lesquels Le Petit Poucet et La machine de détection des trésors. Ces productions visent à renforcer l'accès des plus jeunes au spectacle vivant et à encourager la familiarisation précoce avec les pratiques artistiques. La sélection dévoilée souligne la coexistence de grandes figures du cinéma et du théâtre avec une nouvelle génération en quête d'espace et de reconnaissance, tout en s'inscrivant dans l'objectif institutionnel de structurer et de diversifier la création culturelle en Algérie.

Athmane Ariouet revient au cinéma après de longues années d'absence

Icône de la comédie algérienne, Athmane Ariouet fait son retour sur la scène culturelle. Après une très longue absence, l'acteur réapparaît dans l'actualité, cette fois comme réalisateur et comédien. Le ministère de la Culture et des Arts a annoncé samedi la liste des réalisateurs qui bénéficieront du soutien public pour leurs projets. Parmi eux, Athmane Ariouet prépare un long-métrage intitulé Ana Berri Win. Le titre reprend une phrase prononcée par son personnage Makhlof Bombardi dans le film Deux femmes, devenue une expression populaire en Algérie.

Cette annonce a été largement saluée sur les réseaux sociaux. Beaucoup d'internautes ont exprimé leur joie de revoir l'un des visages les plus aimés du cinéma algérien. Selon des acteurs du milieu culturel, la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, serait intervenue auprès du ministère des Finances pour débloquent exceptionnellement des fonds en fin d'année. Cette décision a permis de financer plusieurs projets artistiques et littéraires. Les aides destinées aux associations sont prévues pour l'année 2026. Aux côtés d'Athmane Ariouet, d'autres cinéastes ont été retenus. Merzak Allouache

travaille sur Sablothérapie. Khaled Bennaoum prépare Dafra. Imane Ayadi, Ali Mouzaoui, Anis Djaad et Abdelkrim Chakrouche portent chacun un nouveau projet. Le dispositif du ministère comprend aussi des aides pour les courts-métrages, les documentaires, l'écriture de scénarios, la postproduction et plusieurs projets dans le domaine théâtral. L'ensemble montre une volonté de soutenir la création algérienne dans toute sa diversité. Le retour d'Athmane Ariouet intervient ainsi dans un moment important pour le cinéma national, marqué par une nouvelle dynamique et par l'arrivée de projets variés.

Le Théâtre National d'Alger
Hommage à Azzedine Medjoubi

Pour le mois de février, le Théâtre national algérien Ma-hieddine-Bachtarzi (TNA) place au centre de sa programmation la figure d'Azzedine Medjoubi, comédien et metteur en scène assassiné le 13 février 1995 alors qu'il dirigeait l'institution. Consacré « personnalité du mois », il fera l'objet d'une journée culturelle le 14 février, rythmée par représentations, rencontres et expositions. Les activités s'ouvriront aujourd'hui avec Mini morphe, une pièce destinée au jeune public, montée par l'association culturelle des activités de plein air de Boudouaou, sur un texte de Sid Ali Koussa et une mise en scène de Mohamed Brik Chaouche. Jeudi à 18 h, le TNA accueillera la comédie musicale Khatem Dzair, produite par l'association « Ahl El Fen » et mise en scène par Chaker Bourahla. Les recettes seront versées à l'association « Al Fadjr », engagée auprès des malades atteints de cancer. Le spectacle réunit 120 artistes (comédiens, musiciens, danseurs et chanteurs) dont l'interprète Hamidou, pour une traversée des régions du pays à travers leur patrimoine musical et chorégraphique. Une production du TNA à l'affiche Le samedi 7 février sera marqué par la présentation de Ghedoua ya men aach, production du TNA adaptée de Pique-nique en campagne du dramaturge Fernando Arrabal et mise en scène par Brahim Berkati. La journée commémorative du 31^e anniversaire de la mort d'Azzedine Medjoubi donnera lieu à une exposition photographique dans le hall du théâtre, retraçant son parcours et ses nombreuses apparitions sur la scène de l'ex-Opéra. À 10 h, le comédien Abdelhamid Rabia animera une conférence consacrée à l'œuvre et à la carrière du dramaturge. À 16 h, le public pourra assister au monodrame Khatf (Rapt), conçu par Mahfoud Kharfi et produit par l'association Ichrak des arts du théâtre de Sidi Khaled, Ouled Djellal. La pièce est adaptée de Le voleur d'autobus de l'écrivain égyptien Ihssan Abdelkoudous, déjà revisité par Boubekour Makhoukh sous le titre Hafila Tassir. Né le 30 octobre 1945, Azzedine Medjoubi se forme au Conservatoire d'Alger avant de s'imposer comme l'une des voix essentielles du théâtre algérien. Au TNA, il joue dans de nombreuses productions, parmi lesquelles Hafila Tassir, Bab El Foutouh ou Les Bas-fonds. Il est également présent à la télévision, où il apparaît dans Journal d'un jeune travailleur, Crime et châtiment, La grande tentative, La Clef, El-Tarfa ou encore L'olivier de Boulhilet, et incarne un producteur véreux dans L'hymne de l'espoir. En 1989, il quitte le TNA et fonde, avec Ziani Chérif, Sonia et Ben-guettaf, la troupe indépendante « El-Qalâa ». Il joue ensuite dans plusieurs créations à succès, dont El-Ayta, Hafila Tassir et Galou Laârab Galou, tout en signant des mises en scène pour les théâtres régionaux de Béjaïa et Batna. La programmation du mois de février entend rappeler son rôle central dans l'histoire du théâtre algérien et raviver le souvenir d'un artiste dont la disparition avait profondément marqué le monde culturel.

Rédaction Culture

Berbère Télévision lance la 2^e édition de son prix du roman amazigh

Berbère Télévision a annoncé hier le lancement de la deuxième édition de son prix littéraire dédié au roman amazigh. Ce prix a pour but de soutenir l'écriture en langue amazighe et de mettre en lumière les auteurs qui racontent, chacun à leur manière, l'histoire, la mémoire et la vie quotidienne du monde amazigh. Après une première édition réussie, la chaîne souhaite continuer à encourager la création en ouvrant ce prix aussi bien aux

écrivains déjà reconnus qu'aux nouvelles voix. Berbère Télévision rappelle, à travers cette initiative, son « engagement » en faveur de la langue amazighe et de sa transmission. La participation est ouverte aux romans publiés entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2025. Les ouvrages doivent être écrits en amazigh et transcrits en caractères latins. Les candidats doivent fournir un formulaire rempli, une courte présentation de l'auteur et sept

exemplaires du livre. La date limite d'envoi est fixée au 20 février 2026. Les finalistes seront annoncés durant la première semaine de juin 2026. La cérémonie de remise du prix aura lieu à la fin du mois. Le lauréat recevra une distinction importante et bénéficiera d'une large visibilité sur les différents supports de Berbère Télévision, ce qui contribuera à mieux faire connaître son œuvre et à soutenir la littérature amazighe.

Trait d'esprit

“Vous ne saurez jamais ce dont vous êtes capable avant de faire le premier pas.”

Natasha Hastings

Leïla Aslaoui renforce la complémentarité institutionnelle avec le Conseil de la nation



La présidente de la Cour constitutionnelle, Mme Leïla Aslaoui, a reçu, hier, au siège de la Cour, une délégation de la commission des affaires juridiques et administratives, des droits de l'homme, de l'organisation locale, de l'aménagement du territoire et du découpage territorial du Conseil de la nation. Cette rencontre participe de l'engagement de la Cour à "ancrer la culture de la complémentarité institutionnelle" et à "approfondir l'esprit de coopération entre les différentes institutions de l'Etat". Dans son mot de bienvenue, Mme Aslaoui a rappelé que la Cour constitutionnelle "veille à renforcer la complémentarité entre les institutions constitutionnelles, en intensifiant la communication institutionnelle avec ces dernières". À cette occasion, le mem-

bre de la Cour constitutionnelle, M. Abbas Ammar, a présenté une communication dans laquelle il a évoqué les missions constitutionnelles, les prérogatives et le rôle de cette institution, ainsi que ses relations fonctionnelles avec le Parlement. Il a également mis en avant le rôle central de la Cour dans la consécration de la justice constitutionnelle en Algérie, en tant qu'institution constitutionnelle de contrôle indépendante, créée par le constituant en vertu de la révision constitutionnelle du 1^{er} novembre 2020. Par ailleurs, les membres de la délégation ont visité les différentes structures de la Cour constitutionnelle, notamment la salle d'audience, la salle de délibérations, la salle de conférences, la bibliothèque et le musée de la justice constitutionnelle. ■

Vents violents en vue : alerte orange sur cinq wilayas du Nord

L'Office national de la météorologie a émis hier lundi un bulletin météorologique spécial (BMS) annonçant un épisode de vents forts touchant plusieurs wilayas du nord du pays. Selon cette alerte, des vents d'ouest souffleront à des vitesses comprises entre 50 et 80 km/h. Ce phénomène est prévu à partir de 16 h lundi et devrait se poursuivre jusqu'à 1 h du matin mardi. Les wilayas concernées sont Béjaïa, Tipaza, Alger, Boumerdès et Tizi Ouzou.

Douze blessés suite au dérapage d'un bus à Jijel

Douze personnes ont été blessées dans le dérapage d'un bus survenu dans la localité de Chadia, dans la commune de Kaous (Jijel), rapporte l'APS, qui cite la Direction de la Protection civile. Selon la même source, les secours de l'unité principale de Jijel sont intervenus lundi matin après le dérapage d'un bus de transport urbain sur la ligne Chadia-Kaous, qui a fait douze blessés. Les blessés ont reçu les premiers soins sur place avant d'être évacués vers les



services hospitaliers les plus proches. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territorialement compétents pour déterminer les circonstances de cet accident, a-t-on indiqué.

Embauche à l'aéroport d'Alger

La SGSIA a lancé un appel urgent hier via sa page Facebook officielle. Trois postes d'infirmiers ou infirmières expérimentés sont ouverts pour renforcer l'équipe médicale de l'Aéroport Houari-Boumediene. La SGSIA cible des infirmiers âgés de 30 à 45 ans avec au minimum cinq ans de pratique infirmière. La maîtrise parfaite de l'arabe, du français et de l'anglais s'impose dans ce hub international où les urgences se règlent souvent en trois langues.

L'EXPRESS

ALGÉRIE-FRANCE

Ségolène Royal appelle Macron à un geste de réconciliation, critique Nunez

Ségolène Royal, présidente de l'association France-Algérie, a appelé le Président français Emmanuel Macron à faire « un geste de réconciliation et de reconnaissance » envers l'Algérie, afin de relancer le dialogue entre les deux pays après une crise diplomatique persistante depuis l'été 2024.

Lors de son passage hier sur la chaîne TF1, elle a évoqué sa visite en Algérie la semaine précédente, précisant qu'elle était motivée par « le dialogue, l'écoute, l'observation et la recherche de solutions pour l'avenir ». Elle a souligné la nécessité pour la France de reprendre rapidement les relations avec l'Algérie et de mettre fin à la crise déclenchée par le soutien de l'Élysée au plan d'autonomie marocain pour le Sahara occidental. Durant son séjour à Alger, Ségolène Royal s'est également félicitée du transfert du journaliste Christophe Gleizes vers une prison proche de la capitale, après sa détention depuis juin 2024 à Tizi Ouzou, où il avait été condamné à sept ans de prison pour apologie du terrorisme. En tant que présidente de l'association France-Algérie, elle a joué un rôle de médiation, au moment où la communication diplomatique entre Paris et Alger est quasi interrompue. Après son retour en France, elle a directement adressé un appel à Emmanuel Macron, l'incitant à « rompre le blocage par un geste historique de réconciliation et de reconnaissance », rappelant que d'autres anciennes puissances coloniales avaient déjà reconnu leurs crimes et présenté leurs excuses. Ségolène Royal a également critiqué la position du ministre français de l'Intérieur, Laurent Nunez, qui avait conditionné sa visite à Alger à de « fortes avancées » de la part des



autorités algériennes concernant les expulsions et le cas de Christophe Gleizes. « Il faut aller sur place, c'est évident. Poser des conditions, c'est refuser la visite », a-t-elle affirmé, précisant que le ministre est attendu à Alger. Elle a déploré la rupture totale entre les deux pays, non seulement sur le plan économique mais aussi diplomatique et consulaire, et a insisté sur le fait que « tous les autres pays – Italie, Espagne, Allemagne – s'entendent avec l'Algérie, sauf la France, malgré notre histoire commune la plus douloureuse mais aussi la plus profonde ». Ségolène Royal a ajouté que certains responsables français refusent de reconnaître les progrès accomplis par l'Algérie,

utilisant cette rupture à des fins politiques. « Aujourd'hui, l'intérêt pour l'Algérie n'est pas perçu comme rentable. Cela explique beaucoup de passivité et de silence dans la classe politique », a-t-elle déclaré. Enfin, elle a expliqué qu'elle avait demandé un rendez-vous avec Emmanuel Macron pour lui présenter le déroulement de sa visite, et a noté que le président français « a complètement changé de position sur la question de la mémoire », ce qui avait été douloureux pour les Algériens et perçu comme une forme de trahison. Elle a mis en garde : « Un jour viendra où la France aura dépassé le délai pour établir ces partenariats ». ■

Ramadhan 2026 : Pour une consommation responsable

À l'approche du mois sacré de Ramadhan 2026, la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, appelle à une consommation responsable et modérée. Lors d'une conférence scientifique organisée par le Haut Conseil Islamique à Alger, elle a insisté sur l'importance de conjuguer sensibilisation citoyenne, valeurs islamiques de modération et protection du pouvoir d'achat, tout en rappelant que la stabilité du marché repose autant sur la conscience collective que sur les mesures réglementaires. La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a mis en avant, ce lundi à Alger, la place centrale qu'occupe la rationalisation de la

consommation au sein des priorités du secteur, compte tenu de sa dimension de développement, soulignant que l'objectif est de protéger le pouvoir d'achat du citoyen et de garantir la durabilité de l'approvisionnement. S'exprimant à l'ouverture d'une conférence scientifique sur la rationalisation de la consommation durant le Ramadhan à la lumière des préceptes de l'islam, organisée par le Haut Conseil islamique (HCI), la ministre a indiqué que le secteur place la sensibilisation au cœur de son approche durant ce mois sacré, car conscient que « la régulation du marché ne se réalise pas seulement par les textes et les réglementations, mais aussi par la promotion de la conscience sociétale, une consom-

mation responsable et consciencieuse et l'application des valeurs islamiques dans le comportement économique quotidien ». Dans ce sillage, Mme Abdellatif a rappelé la vaste campagne nationale lancée récemment par le ministère sous les slogans : « La disponibilité des produits est garantie, la rationalisation de la consommation est votre choix » et « Le Ramadhan est un mois sacré, n'en faites pas une course au gaspillage », visant à ancrer une culture de consommation consciente, à renforcer les comportements responsables et à préserver le pouvoir d'achat du citoyen durant ce mois sacré. Elle a également souligné l'importance des rencontres de sensibilisation et scientifiques, qui constituent une «

opportunité pour renforcer la complémentarité entre la référence religieuse et l'approche économique, et entre les finalités religieuses et les politiques publiques, permettant ainsi de bâtir un modèle national de consommation fondé sur la raison, la solidarité et la durabilité, préservant l'équilibre de la société, la flexibilité de l'économie et la dignité du citoyen ». Pour sa part, le président du Haut Conseil islamique (HCI), Mabrouk Zaid El Kheir, a indiqué que la rationalisation de la consommation est « un pilier fondamental » pour une bonne gestion du budget familial et « une base essentielle » dans la construction d'une société équilibrée, estimant que la famille « est le fondement de la conscience économique et sociale et de la trans-

mission des valeurs de modération et de responsabilité ». Il s'est référé, dans ce sens, au Coran qui prône la rationalisation des dépenses et bannit le gaspillage, rappelant la modération consacrée en islam. Dans ce cadre, le président de l'association « El Aman » pour la protection du consommateur, Hassan Menouar, a cité les effets négatifs des comportements irrationnels des consommateurs et leurs implications multiples sur la santé et l'environnement. Il a également mis en avant les répercussions directes de ce phénomène sur l'économie, notamment la hausse injustifiée de la demande sur les produits alimentaires qui crée des pressions sur le marché et un déséquilibre dans les budgets des ménages. ■